



# offre de référence d'interconnexion de France Télécom Téléphonie Fixe

offre d'interconnexion destinée aux exploitants de réseaux  
ouverts au public et aux fournisseurs de service téléphonique  
au public

# table des matières

<b>1</b>	<b>PREAMBULE</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>PRINCIPES GENERAUX</b>	<b>5</b>
2.1	DEFINITION DE L'INTERCONNEXION DIRECTE	5
2.2	DEFINITION DE L'INTERCONNEXION INDIRECTE	5
2.3	ORGANISATION DU RESEAU DE FRANCE TELECOM	5
<b>3</b>	<b>SERVICES D'ACHEMINEMENT DU TRAFIC TELEPHONIQUE</b>	<b>6</b>
3.1	RACCORDEMENT A UN POINT D'INTERCONNEXION PERTINENT (PIP) DU RESEAU DE FRANCE TELECOM	6
3.2	RACCORDEMENT A UN ENSEMBLE DE COMMUTATEURS DE TRANSIT DE FRANCE TELECOM VIA UN PRO	10
3.3	OFFRES DE SECURISATION DU TRAFIC D'INTERCONNEXION DIRECTE ET INDIRECTE	13
3.4	CONDITIONS TECHNIQUES	15
3.5	TARIFS	16
3.6	SERVICES ET FONCTIONNALITES COMPLEMENTAIRES	19
<b>4</b>	<b>SERVICES A VALEUR AJOUTEE (SVA)</b>	<b>20</b>
4.1	OFFRE DE REVERSEMENT	20
4.2	OFFRE D'ACCES A LA BOUCLE LOCALE DE FRANCE TELECOM	22
4.3	MODALITES TECHNIQUES D'OUVERTURE ET DE CONSTITUTION DES FAISCEAUX D'INTERCONNEXION	25
4.4	CHANGEMENT DE LA TARIFICATION EN COURS DE COMMUNICATION (ITX)	26
4.5	AUTRES PRESTATIONS	27
<b>5</b>	<b>OFFRES D'ACCES A INTERNET</b>	<b>28</b>
5.1	OFFRE DE REVERSEMENT	28
5.2	OFFRE D'ACCES A LA BOUCLE LOCALE RTC DE FRANCE TELECOM	28
<b>6</b>	<b>SELECTION DU TRANSPORTEUR</b>	<b>34</b>
6.1	DESCRIPTION	34
6.2	TARIFS	37
<b>7</b>	<b>POINTS PHYSIQUES D'INTERCONNEXION, INTERCONNEXION EN LIGNE (IN SPAN) ET COLOCALISATION</b>	<b>38</b>
7.1	INTERCONNEXION EN LIGNE	38
7.2	COLOCALISATION	40
<b>8</b>	<b>PRESTATIONS DE LIAISONS DE RACCORDEMENT AU TITRE DE L'INTERCONNEXION EN MODE RTC</b>	<b>43</b>
8.1	DESCRIPTION	43

8.2	CONDITIONS TECHNIQUES	43
8.3	TARIFS DES PRESTATIONS DE LIAISONS DE RACCORDEMENT	44
<b>9</b>	<b>PRESTATIONS DE LIENS DE RACCORDEMENT AU TITRE DE L'INTERCONNEXION EN MODE IP</b>	<b>45</b>
9.1	DESCRIPTION	45
9.2	CONDITIONS TECHNIQUES	45
9.3	TARIFS DES PRESTATIONS DES LIENS DE RACCORDEMENT	46
<b>10</b>	<b>INTERFACES D'INTERCONNEXION</b>	<b>47</b>
10.1	DESCRIPTION DU PROTOCOLE DE SIGNALISATION UTILISABLE POUR L'INTERCONNEXION EN MODE RTC	47
10.2	DESCRIPTION DU PROTOCOLE UTILISABLE POUR L'INTERCONNEXION EN MODE IP	48
10.3	CONDITIONS TECHNIQUES POUR ASSURER LA QUALITE DE SERVICE	48
10.4	TARIFS DE L'INTERCONNEXION EN MODE QUASI-ASSOCIE	49
<b>11</b>	<b>CONSERVATION DES NUMEROS</b>	<b>50</b>
11.1	CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE	50
11.2	TARIFS	51
<b>12</b>	<b>PLANIFICATION ET PROGRAMMATION DES INTERCONNEXIONS</b>	<b>53</b>
12.1	POUR L'INTERCONNEXION EN MODE RTC	53
12.2	POUR L'INTERCONNEXION EN MODE IP	54
<b>13</b>	<b>INDICATEURS DE QUALITE DE SERVICE</b>	<b>54</b>

## 1 préambule

La présente offre de référence est publiée en application de la décision de l'ARCEP n° 2011-0926 du 26 juillet 2011 relative au marché pertinent de la téléphonie fixe.

La présente offre détaille les principes techniques, opérationnels, tarifaires et juridiques des services d'interconnexion pertinents que France Télécom propose aux opérateurs exploitants d'un réseau de communications électroniques ouvert au public ou aux fournisseurs de service téléphonique au public afin que tous les utilisateurs des réseaux interconnectés puissent communiquer librement entre eux.

Une convention relative à la fourniture des prestations d'interconnexion passée entre France Télécom et chaque opérateur, précise les modalités contractuelles de mise en œuvre de l'offre.

L'offre de référence d'interconnexion de la téléphonie fixe est applicable en métropole, dans les départements d'outre-mer (DOM) et les collectivités territoriales d'outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy à l'exception, d'une part, de l'offre BPN dédiés sur PRV et, d'autre part, de l'offre d'interconnexion sur les PRN pour les appels à destination de la boucle locale IP de France Télécom, qui ne sont applicables qu'en métropole.

Cette offre pourra être révisée en tant que de besoin, notamment en cas d'évolution du cadre réglementaire, législatif ou jurisprudentiel, national ou communautaire, qui auraient pour conséquence de justifier une modification des obligations imposées à France Télécom par la réglementation, y compris toute décision d'une autorité administrative ou judiciaire prise en application de cette dernière. Sont concernées aussi bien les nouvelles contraintes imposées à France Télécom en cours d'exécution du contrat afférent à cette offre, et qui doivent donc y être intégrées, que les contraintes levées, et qui doivent donc en être retirées.

## 2 principes généraux

### 2.1 définition de l'interconnexion directe

L'interconnexion est dite directe lorsque France Télécom achemine, à partir du point d'interconnexion à son réseau et jusqu'à l'un de ses abonnés (ou jusqu'à l'un des abonnés d'un opérateur VGAST) desservi par son réseau ou accessible depuis son réseau, le trafic provenant d'un client de l'opérateur interconnecté.

### 2.2 définition de l'interconnexion indirecte

L'interconnexion est dite indirecte lorsque France Télécom achemine le trafic de l'un de ses abonnés (ou de l'un des abonnés d'un opérateur VGAST) desservi par son réseau au point d'interconnexion du réseau d'un autre opérateur afin de permettre à cet abonné de devenir un client de l'opérateur en question et d'utiliser les services de celui-ci.

Tous les services décrits intéressent l'interconnexion directe, certains ne concernent pas l'interconnexion indirecte. Cette distinction sera signalée dans la description des services.

### 2.3 organisation du réseau de France Télécom

La structure de raccordement décrite ci-dessous permet d'écouler le trafic d'interconnexion dans des conditions de qualité et de disponibilité technique qui sont celles de l'ensemble des communications écoulees dans le réseau de France Télécom.

#### 2.3.1 organisation du Réseau Téléphonique Commuté (RTC)

L'architecture du Réseau Téléphonique Commuté repose sur un zonage technique hiérarchique constitué :

- des Zones Locales (ZL) liées à un répartiteur,
- des Zones à Autonomie d'Acheminement (ZAA) liées à un ou plusieurs Commutateurs à Autonomie d'Acheminement (CAA),
- des Zones de Transit (ZT) liées à plusieurs centres de transit (CT).

Le réseau interurbain de France Télécom est organisé en 18 Zones de Transit (ZT) en métropole (16 en province et 2 en Île de France : la Zone Urbaine (ZU) et la Zone Périphérique (ZP)), une Zone de Transit est définie par DOM.

En Guadeloupe, il existe deux Zones de Transit : une pour l'île de la Guadeloupe et les îles du Sud, et une autre constituée des îles du Nord (Saint-Martin et Saint-Barthélemy).

Chaque Zone de Transit (ZT) est desservie par un ensemble de commutateurs de transit. Dans chaque ZT, sont proposés un ou plusieurs « Points de Raccordement de réseau Opérateur » (PRO en province et DOM, PRO et PRO\*\* en Île de France selon le type de trafic acheminé) pour la livraison du trafic opérateur.

#### 2.3.2 organisation du réseau téléphonique voix sur IP

Le réseau IP de France Télécom en métropole est organisé en une seule zone de livraison du trafic permettant d'accéder à l'ensemble des clients de la boucle locale IP de France Télécom.

Un seul type de point d'accès au réseau IP de France Télécom (point de service Voix sur IP) est proposé pour la livraison du trafic en provenance des opérateurs tiers : un PRN (Point de Raccordement NGN). Chaque PRN est constitué d'un couple de sites physiques ou encore d'un couple de points de raccordement indissociables avec pour chaque site une adresse physique distincte.

Ces PRN sont au nombre de 5 sur le territoire de la métropole, soit 5 couples de sites physiques ou points de raccordement.

### 2.3.3 accès aux abonnés des différents réseaux de France Télécom

Quatre types de points d'accès au réseau de France Télécom sont proposés pour la livraison du trafic :

- accès à un commutateur d'abonnés (CA),
- accès à un ensemble de commutateurs de transit via un PRO,
- accès à un PRV (Point de Raccordement Vidéo-téléphonie), dont la liste constitue un sous-ensemble des PRO,
- accès à un PRN (couple de deux sites physiques).

### 2.3.4 tarifs des services

Les tarifs des prestations d'interconnexion sont visés dans les fiches tarifaires établies pour chacun des services fournis par France Télécom au titre de la présente offre de référence. Ces fiches tarifaires font partie intégrante de cette offre.

Les tarifs sont exprimés en euros (€) et s'entendent hors TVA.

Les frais d'accès des prestations d'interconnexion décrites dans la présente offre sont ceux en vigueur à la date de leur mise à disposition. Dans le cas d'un service pour lequel un délai existe entre la commande de l'opérateur et la fourniture par France Télécom, le tarif applicable est celui en vigueur au jour de la mise à disposition.

Dans le cas de tarifs annuels, la facturation respectera le principe du prorata temporis sur la base d'unités journalières.

## 3 services d'acheminement du trafic téléphonique

### 3.1 raccordement à un point d'interconnexion pertinent (PiP) du réseau de France Télécom

#### 3.1.1 description

Le raccordement à un point de livraison défini par France Télécom comme pertinent pour un type de trafic par France Télécom permet d'écouler le trafic terminal destiné aux abonnés raccordés directement à ce point, et de collecter le trafic des clients de l'opérateur tiers qui sont raccordés directement à ce même point, ainsi que le trafic depuis des accès de France Télécom vers les services à valeur ajoutée d'opérateurs tiers.

L'offre est applicable en métropole et dans les départements d'outre-mer (DOM) pour la modalité d'interconnexion TDM (*Time Division Multiplexing*) au Réseau Téléphonique Commuté (RTC), et à ce jour uniquement en métropole pour la modalité d'interconnexion IP.

Les TOM, gérés par des Offices de télécommunications propres à ces territoires sont hors du champ de la présente offre.

En interconnexion directe, l'opérateur amène son trafic terminal au moyen d'un faisceau spécialisé pour le trafic d'interconnexion directe.

En interconnexion indirecte, l'opérateur tiers prend livraison de son trafic au moyen d'un faisceau d'interconnexion indirecte.

Le Point d'interconnexion Pertinent (PiP) au réseau de France Télécom est fonction de la nature du numéro et correspond au point d'interconnexion, où le tarif le plus bas est appliqué.

Le raccordement d'un opérateur tiers à un point de livraison du trafic défini comme pertinent pour un type de trafic par France Télécom, permet d'écouler le trafic d'interconnexion directe et de collecter le trafic d'interconnexion indirecte à l'exception du PRN et du PRV, où seule l'interconnexion directe est possible.

Les tableaux ci-dessous définissent les différents points d'interconnexion pertinents (PiP) de France Télécom.

Avec l'introduction de l'interconnexion directe en mode IP, les points d'interconnexion pertinents pour la terminaison d'appel pourront ne pas être uniques pendant une phase transitoire de 18 mois à compter de l'ouverture de cette nouvelle modalité d'interconnexion directe.

Type de Trafic			Point ou Architecture d'interconnexion pertinente pour la terminaison d'appel	
Type de numéro	Attributaire	Accès Support	Période transitoire : du 1 <sup>er</sup> janvier 2013 au 30 juin 2014	A compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2014 (9)
Géographique (01 à 05)	FT	RTC	<b>CAA</b> géographiquement associé au numéro (7)	<b>CAA</b> géographiquement associé au numéro (7)
	Tiers (1) (porté entrant) (10)	RTC		
	FT	IP (5)	<b>CAA</b> géographiquement associé au numéro (7) ou <b>PRN</b> (8)	<b>PRN</b> (8)
	Tiers (2) (porté entrant)	IP (6)	Un ou plusieurs <b>PRV</b> au choix (3) de l'opérateur sur BPN dédiés (4) ou <b>PRN</b> (8)	
Non Géographique (09)	FT ou Tiers porté entrant (6)	IP	Un ou plusieurs <b>PRV</b> au choix (3) de l'opérateur sur BPN dédiés (4)	Un ou plusieurs <b>PRV</b> au choix (3) de l'opérateur sur BPN dédiés (4)
		RTC		

Type de Trafic			Point ou Architecture d'interconnexion pertinente pour le départ d'appel
Type de numéro	Attributaire	Accès Support	A compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2013
Géographique (01 à 05)	FT	RTC	<b>CAA (0)</b> géographiquement associé au numéro (7)
	Tiers (1) (porté entrant)	RTC	
	FT	IP (5)	<b>PRO</b> (1 à 5 PRO choisis par l'opérateur dans des ZTS distinctes au sein d'un sous ensemble de PRO déterminé par France Télécom. La liste des PRO éligibles figure dans l'annexe A1b).
	Tiers (2) (porté entrant)	IP (6)	
Non Géographique (09)	FT ou Tiers porté entrant (6)	IP ou RTC	

- (0) A l'exception des appels payants pour l'appelant émis au départ des publiphones au moyen d'une carte prépayée ou d'une carte post-payée de France Télécom, pour lesquels le point pertinent est :
- en métropole ou à la Réunion, un PRO de la ZT (Zone de Transit) hiérarchiquement supérieur ;
  - aux Antilles (Guadeloupe et Martinique) et en Guyane, un PRO de la ZT Guadeloupe ;
  - dans les autres DOM (Mayotte), un PRO en métropole.

Pour le cas spécifique des appels payants pour l'appelant émis au départ des publiphones au moyen d'une Télécarte®, le CAA géographiquement associé au numéro du publiphone est également point pertinent.

- (1) L'Annexe A3 permet de déterminer, pour chaque ZABPQ le CAA de rattachement.
- (2) La liste des numéros géographiques attribués à des opérateurs tiers et portés chez France Télécom sur un accès IP est disponible sur le web opérateur.
- (3) Pour les numéros géographiques portés entrants sur IP, ce choix est réduit au(x) PRV(s) de la ZTS correspondant à la zone de numérotation élémentaire dont le numéro appelé relève. La liste des PRV figure dans l'annexe A1c.
- (4) Le BPN dédié pour le trafic à destination des numéros interpersonnels non géographiques de France Télécom ou d'un opérateur tiers porté chez France Télécom peut être le même que celui utilisé pour le trafic à destination des numéros géographiques attribués à un tiers et portés sur un accès IP de France Télécom. La règle se traduit par 5 BPN maximum par PRV par ZT. La répartition des BPN devra se faire en premier lieu sur l'ensemble des ZT sièges de PRV où il est présent. Pour des besoins de capacité supérieurs, la production sera soumise à une nouvelle étude de faisabilité.
- (5) La liste des numéros géographiques (attribués à France Télécom ou portés entrants) sur un accès IP est disponible sur le web opérateur.
- (6) Les numéros géographiques et non géographiques portés entrants chez France Télécom sur des accès IP sont présents dans la base de portabilité (ou APNF) avec des préfixes de portabilité identifiés.
- (7) Tel que défini dans l'annexe A2 de cette offre de référence.
- (8) 1 à 5 couples de sites choisis par l'opérateur dans la liste figurant dans l'annexe A5.
- (9) sauf contraintes opérationnelles de production de la part de France Télécom vis-à-vis des opérateurs tiers.
- (10) Pour les numéros géographiques de type Accueil de technologie RTC, le point d'interconnexion pertinent est le PRV dans ce cas particulier.

### 3.1.2 évolutions

#### 3.1.2.1 évolutions mineures des commutateurs d'abonnés

France Télécom procède à un réaménagement permanent des zones desservies par les points de livraison pertinents : la liste des numéros directement accessibles à partir du raccordement sur un point de livraison pertinent varie donc dans le temps.

France Télécom informera l'opérateur un mois (1 mois) à l'avance de toute modification de la liste des indicatifs que dessert un commutateur d'abonnés ouvert à l'interconnexion.



### 3.1.2.2 évolutions majeures des commutateurs d'abonnés

#### *Fermeture des raccordements existants sur un commutateur*

France Télécom conduit une politique de réduction du nombre des cœurs de chaîne de commutation et sera amenée à fermer des commutateurs.

Certains sites de commutateurs originellement ouverts à l'interconnexion peuvent donc, à court ou moyen terme, cesser d'être opérationnels. France Télécom informera les opérateurs de ces fermetures douze mois (12 mois) à l'avance et les confirmera six mois (6 mois) à l'avance.

#### *Impossibilité de créer de nouvelles capacités de raccordement sur un commutateur*

Les plans de modernisation de son réseau et les impératifs industriels ont conduit France Télécom à arrêter toute extension de capacité sur les commutateurs de deuxième génération.

En conséquence, les possibilités de raccordement à ces machines sont sujettes à un certain nombre de limites, non spécifiques à l'interconnexion, qui sont les suivantes :

- disponibilité d'accès sur ces commutateurs,
- disponibilité de terminaux sémaphores,
- disponibilité de ressources processeur.

Ces mêmes contraintes s'appliquent à tous les commutateurs. La fermeture de chaque commutateur à de nouvelles interconnexions, ou à l'extension d'interconnexions existantes, est communiquée douze mois (12 mois) à l'avance, avec une confirmation quatre mois (4 mois) à l'avance.

La liste des commutateurs faisant l'objet de l'annexe A2 précise ceux des commutateurs fonctionnellement adaptés à l'interconnexion qui ne peuvent plus accepter, au moment de la publication de la présente offre, de nouveaux raccordements ou d'augmentations de la capacité des raccordements déjà opérationnels. La mise à jour de cette liste sera communiquée tous les six mois (6 mois) à l'ARCEP.

Les annexes seront mises à jour tous les six mois (6 mois, sauf l'annexe A8) et transmises à l'ARCEP, ainsi qu'aux opérateurs à leur demande.

### 3.1.2.3 évolutions des PRV

France Télécom peut procéder à un réaménagement des zones desservies par les PRV. France Télécom informera l'opérateur douze mois (12 mois) à l'avance pour les réaménagements de zones desservies par les PRV et les suppressions de PRV.

Sur un PRV, les commutateurs du réseau de France Télécom extrémité des faisceaux d'interconnexion, pourront être modifiés, France Télécom ayant préalablement informé l'opérateur quatre mois (4 mois) à l'avance.

Les annexes seront mises à jour tous les six mois (6 mois) et transmises à l'ARCEP, ainsi qu'aux opérateurs à leur demande.

### 3.1.2.4 évolutions des PRN

France Télécom peut procéder à un réaménagement du nombre et de la localisation des points de raccordement de son réseau IP encore appelé réseau NGN (*Next Generation Network*).

France Télécom informera l'opérateur douze mois (12 mois) à l'avance de ces réaménagements.

Les annexes de l'offre de référence seront mises à jour tous les six mois (6 mois) et transmises à l'ARCEP, ainsi qu'aux opérateurs à leur demande.

## 3.2 raccordement à un ensemble de commutateurs de transit de France Télécom via un PRO

### 3.2.1 description

Le raccordement à un ensemble de commutateurs de transit de France Télécom via un PRO permet d'écouler le trafic d'interconnexion directe et d'atteindre tous les abonnés raccordés de France Télécom, qu'ils soient en métropole ou dans les départements d'outre-mer, d'accéder au réseau international de France Télécom, et donc aux abonnés des opérateurs étrangers accessibles à partir du réseau de France Télécom, ou enfin d'accéder en France, aux abonnés des autres opérateurs interconnectés avec le réseau de France Télécom.

L'ensemble de ces trafics est apporté par l'opérateur client à un " point de raccordement de réseau d'opérateur " (PRO), situé dans une zone géographique qui est la zone de transit (ZT) du réseau interurbain de France Télécom.

L'offre de simple transit permet d'écouler le trafic d'interconnexion directe afin d'atteindre tous les clients finals raccordés au réseau de France Télécom situés dans une zone de transit donnée.

L'offre de double transit permet d'écouler le trafic d'interconnexion directe afin d'atteindre tous les clients finals métropolitains raccordés au réseau de France Télécom situés à l'extérieur d'une zone de transit donnée.

Le trafic d'interconnexion indirecte est acheminé grâce à une offre de simple transit.

L'opérateur tiers prend livraison, à un PRO, de tout le trafic issu de ses clients situés dans la zone (ZT) correspondant à ce PRO, à l'exception du trafic que l'opérateur a recueilli au niveau du commutateur d'abonnés de rattachement de ses clients.

Les offres de simple et double transit ne sont pas régulées, le marché étant réputé concurrentiel.

#### 3.2.1.1 offre en province

##### *En interconnexion directe*

Dans chacune des zones de transit de province, le raccordement à un ensemble de commutateurs de transit de cette zone permet :

- de desservir tous les commutateurs d'abonnés d'une ZT et d'accéder à tous les abonnés de la ZT concernée (offre de simple transit) ;
- de desservir tous les commutateurs du réseau de la métropole et d'accéder à tous les abonnés de France Télécom des autres ZT de la métropole en changeant de ZT (offre de double transit) ;
- d'accéder au réseau reliant la métropole aux départements d'outre-mer (DOM) et aux collectivités territoriales, donc aux abonnés de France Télécom des DOM (offre métropole - DOM) et à ceux des collectivités départementale et territoriale d'outre-mer ;
- d'accéder au réseau international de France Télécom, et donc aux usagers étrangers accessibles à partir du réseau de France Télécom ; l'accès aux réseaux TOM (territoires d'outre-mer) des Offices des télécommunications propres à ces entités territoriales est effectué selon des conditions d'interconnexion équivalentes à celles retenues pour l'accès au réseau international ;
- d'accéder aux abonnés des autres opérateurs établis en France, sous réserve de l'existence d'une convention d'interconnexion entre les réseaux de France Télécom et de ces opérateurs.

L'ensemble de ces trafics est apporté par l'opérateur à un point de raccordement de réseau d'opérateur (PRO) et il est réparti sur trois faisceaux de circuits sous responsabilité de l'opérateur tiers, exploités en partage de charge. La liste des PRO est jointe en annexe A1a de cette offre de référence. Ces trois faisceaux doivent être portés par des liens à 2 Mbit/s distincts.

### En interconnexion indirecte

Au moyen de trois faisceaux de responsabilité de l'opérateur tiers en interconnexion indirecte, portés par des liens à 2 Mbit/s distincts, l'opérateur tiers prend livraison, à un PRO, de tout le trafic issu de ses clients situés dans la ZT correspondant à ce PRO (offre de simple transit) à l'exception du trafic que l'opérateur a éventuellement recueilli au niveau du commutateur d'abonnés de rattachement de ses clients.

Afin de permettre le juste dimensionnement de chaque faisceau, tout en optimisant les ressources BPN, pour chaque commutateur extrémité de France Télécom, un des BPN pourra être support de plusieurs faisceaux de même responsabilité ayant même commutateur d'extrémité France Télécom. Dans le cas où le nombre de faisceaux de la même responsabilité opérateur, vers un même commutateur d'extrémité de France Télécom, serait supérieur à deux et où un seul BPN support de plusieurs faisceaux, ne suffirait pas à permettre le juste dimensionnement, deux BPN pourront être support de plusieurs faisceaux.

Dans le cas d'une interconnexion de petite capacité et à la demande de l'opérateur, il pourra être étudié, en interconnexion directe ou indirecte, la possibilité d'une interconnexion au moyen de deux faisceaux (voire un seul). Cette possibilité ne concerne pas les interconnexions au PRO utilisées de fait pour la seule sécurisation de l'interconnexion au CA.

#### 3.2.1.2 offre en Île de France

En raison des caractéristiques de densité de l'Île de France, le raccordement à un ensemble de commutateurs de transit y est spécifique.

L'Île-de-France est composée de deux zones de transit :

- La zone urbaine (ZU) comprend Paris intra-muros et les départements des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis. Au sein de la zone urbaine, des PRO « ZU » et « extra IDF » sont définis.
- La zone périphérique (ZP) comprend les départements des Yvelines, du Val-d'Oise, de la Seine-et-Marne et de l'Essonne. Au sein de la zone périphérique, des PRO « ZP » et « extra IDF » sont définis.

La liste de ces PRO est jointe en annexe (A1a) de cette offre de référence.

A partir de ces PRO, l'écoulement du trafic d'interconnexion **directe** s'effectue de la façon suivante :

- A partir d'un PRO « ZU », et moyennant la création de trois faisceaux d'interconnexion exploités en partage de charge et portés par des liens à 2 Mbit/s distincts, l'offre de simple transit permet l'accès aux abonnés de la zone urbaine, l'offre de double transit permet l'accès aux abonnés de la zone périphérique.
- A partir d'un PRO « ZP », et moyennant la création de trois faisceaux d'interconnexion exploités en partage de charge et portés par des liens à 2 Mbit/s distincts, l'offre de simple transit permet l'accès aux abonnés de la zone périphérique, l'offre de double transit permet l'accès aux abonnés de la zone urbaine.

En accord avec l'opérateur, en fonction des capacités à mettre en œuvre, l'interconnexion aux PRO ZU et PRO ZP pourra être portée à 4 faisceaux si le volume de trafic à écouler le justifie. Dans le cas d'une interconnexion de petite capacité et à la demande de l'opérateur, il pourra être étudié la possibilité d'une interconnexion au moyen de deux faisceaux (voire un seul). Cette possibilité ne concerne pas les interconnexions au PRO utilisées de fait pour la seule sécurisation de l'interconnexion au CA.

- A partir d'un des PRO « extra IDF » (PRO\*\*) de la zone urbaine ou de la zone périphérique, l'offre de double transit permet l'accès aux abonnés de France Télécom de province, des DOM et des collectivités départementale et territoriale, ainsi qu'à l'international, moyennant la

création de trois faisceaux exploités en partage de charge et réservés à ces trafics. Ces trois faisceaux doivent être portés par des liens à 2 Mbit/s distincts. Dans le cas d'une interconnexion de petite capacité et à la demande de l'opérateur, il pourra être étudié la possibilité d'une interconnexion au moyen de deux faisceaux (voire un seul). Cette possibilité ne concerne pas les interconnexions au PRO\*\* utilisées de fait pour la seule sécurisation de l'interconnexion au CA.

Dans le cas de très faibles capacités d'interconnexion aux PRO et PRO\*\* et à la demande de l'opérateur, il pourra être étudié au cas par cas une mutualisation de l'ensemble des trafics sur les PRO\*\*

La livraison du trafic interconnexion *indirecte* à un PRO se fait de la façon suivante :

- A un PRO « ZU » est livré le trafic issu des clients de l'opérateur tiers situés dans la **zone urbaine** avec l'offre de simple transit, moyennant la création de trois faisceaux exploités en partage de charge et portés par des liens à 2 Mbit/s distincts, à l'exception éventuellement du trafic que l'opérateur aura recueilli au niveau du commutateur de rattachement de ses clients.
- A un PRO « ZP » est livré le trafic issu des clients de l'opérateur tiers situés dans la **zone périphérique** avec l'offre simple transit, moyennant la création de trois faisceaux exploités en partage de charge et portés par des liens à 2 Mbit/s distincts, à l'exception du trafic que l'opérateur aura éventuellement recueilli au niveau du commutateur de rattachement de ces clients.

Dans le cas d'une interconnexion de petite capacité et à la demande de l'opérateur, il pourra être étudié la possibilité d'une interconnexion au moyen de deux faisceaux (voire un seul). Cette possibilité ne concerne pas les interconnexions au PRO utilisées de fait pour la seule sécurisation de l'interconnexion au CA.

Dans le cas de très faibles capacités d'interconnexion aux PRO et PRO\*\* et à la demande de l'opérateur, il pourra être étudié au cas par cas une mutualisation de l'ensemble des trafics sur les PRO\*\*.

### 3.2.1.3 offre dans les DOM

- Pour tenir compte de la spécificité géographique des DOM et des collectivités d'outre-mer, une ZT est définie par DOM (Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion, Mayotte). Les ZT des DOM sont disjointes. Pour des raisons techniques, l'offre ne concerne que les DOM. Création d'une ZT spécifique pour Saint-Martin et Saint-Barthélemy, avec un PRO spécifique (Marigot).

Un point de raccordement (PRO) de réseaux d'opérateurs est disponible dans la ZT de chaque DOM. A partir de chacun d'eux, au moyen d'un faisceau porté par des liens à 2 Mbit/s, l'offre de transit permet :

- l'accès à tous les commutateurs d'abonnés de la ZT, et donc à tous les abonnés de France Télécom situés dans le DOM considéré (simple transit Intra DOM),
- l'accès à tous les commutateurs du réseau commuté public de la métropole,
- l'accès à tous les commutateurs d'abonnés des ZT des autres DOM, et donc à tous les abonnés de France Télécom situés dans les autres DOM. C'est notamment le cas entre la Guadeloupe et la Martinique, où la structure particulière du réseau permet d'assimiler le trafic directement échangé entre ces deux entités territoriales à du trafic de transit (tarifs spécifiques),
- l'accès à tous les abonnés des collectivités départementales, en traversant plusieurs commutateurs qui assurent la fonction de transit, et donc à tous les abonnés de France Télécom situés dans ces entités territoriales,
- l'accès au réseau international de France Télécom, en traversant plusieurs commutateurs de transit, et donc aux usagers à l'étranger accessibles à partir du réseau de France Télécom, ainsi qu'aux abonnés des réseaux des TOM.

En *interconnexion indirecte*, et au moyen d'un faisceau d'interconnexion indirecte, l'opérateur tiers prend livraison à un PRO de tout le trafic issu de ses clients situés dans la ZT correspondant à ce PRO (simple transit Intra DOM).

### 3.2.2 évolution de l'offre

France Télécom peut procéder à un réaménagement des zones desservies par les PRO ou conduire une politique de réduction du nombre de ces sites.

France Télécom informera l'opérateur dix-huit mois (18 mois) à l'avance des réaménagements de zones desservies par les PRO et des suppressions de PRO.

Sur un PRO, les commutateurs du réseau de France Télécom extrémité des faisceaux d'interconnexion, pourront être modifiés, France Télécom ayant préalablement informé l'opérateur quatre mois (4 mois) à l'avance.

### 3.2.3 accès aux réseaux d'autres opérateurs (transit)

En complément à l'offre d'acheminement du trafic proposée aux paragraphes précédents, l'offre de transit inter opérateurs permet à un opérateur, à partir de son point de raccordement au niveau du PRO (PRO\*\* en Île de France), d'atteindre, en interconnexion directe, par l'intermédiaire du réseau de France Télécom, tout abonné des autres opérateurs autorisés sur le territoire national, ayant signé une convention d'interconnexion avec France Télécom et interconnecté avec le réseau de France Télécom.

L'offre de transit inter-opérateurs est décrite dans la convention d'interconnexion de France Télécom.

## 3.3 offres de sécurisation du trafic d'interconnexion directe et indirecte

### 3.3.1 pour le trafic commuté (RTC)

L'opérateur a la possibilité de :

- se raccorder à un deuxième PRO ou PRV choisi par accord mutuel, avec un nombre inchangé de faisceaux afin de répartir ses faisceaux d'interconnexion sur des liens à 2 Mbit/s passant par des PRO ou PRV distincts ;
- se raccorder par deux POP (Points Opérateur de Présence) sur un PRO ou PRV, ou par deux POP sur un CA, avec un nombre inchangé de faisceaux, afin de répartir ses faisceaux d'interconnexion sur des liens à 2 Mbit/s passant par les deux POP ;
- se raccorder à un PRO, PRV ou à un CA, avec deux modes de raccordement différents, afin de répartir ses faisceaux sur des liens à 2 Mbit/s utilisant des supports distincts ;
- pour une interconnexion sur PRO en mode associé, dans le cas où le nombre de BPN d'interconnexion existants ou commandés sur le PRO (respectivement l'ensemble des deux PRO) est au moins égal à 12, et sous réserve de disponibilités de ressources suffisantes, raccorder deux de ses commutateurs sur un PRO (respectivement deux PRO), avec pour chacun de ces commutateurs un ensemble de faisceaux, tel que décrit dans les paragraphes précédents ;  
pour une interconnexion sur PRO en mode quasi associé, et sous réserve de la disponibilité des ressources (signalisation et circuits) nécessaires, raccorder deux de ses commutateurs sur un PRO ou deux PRO, avec pour chacun de ces commutateurs un ensemble de faisceaux, tel que décrit dans les paragraphes précédents : le nombre total de faisceaux ne pouvant alors excéder 6 faisceaux que sous s'il existe au moins 2 BPN par faisceaux ;
- pour une interconnexion sur CA en mode associé, dans le cas où le nombre de BPN existants ou commandés sur le CA est au moins égal à 8, et sous réserve de la disponibilité des ressources nécessaires, raccorder deux de ses commutateurs sur un même CA ;

pour une interconnexion sur CA en mode quasi associé, et sous réserve de la disponibilité des ressources nécessaires, raccorder deux de ses commutateurs sur un même CA à la condition que chaque faisceau d'interconnexion soit constitué d'au moins 2 BPN.

Dans chacun des cas décrits par ces deux derniers paragraphes (interconnexion sur PRO ou sur CA) :

- l'architecture est proposée en option, et l'opérateur paiera les coûts correspondants de création de faisceaux d'interconnexion, de connexion de liaison de signalisation, et de connexion des circuits supportés par les BPN ;
  - le trafic d'interconnexion indirecte sera livré par France Télécom en partage de charge vers les deux commutateurs de l'opérateur, sans tri en fonction de l'origine ou de la destination de l'appel ;
  - le trafic d'interconnexion directe sera acheminé par l'opérateur depuis chacun de ses commutateurs, conformément aux principes d'acheminement de trafic indiqués dans les paragraphes précédents (partage de charge pour la province et l'Île de France) ;
  - le trafic d'interconnexion directe, en principe livré par l'opérateur à partir de chacun de ses deux commutateurs sur un ensemble de faisceaux tel que décrit ci-dessus, pourra cependant en cas d'incident être livré à partir d'un seul de ses commutateurs sur un seul faisceau (cas de l'interconnexion sur CA), un seul ensemble de faisceaux (cas de l'interconnexion sur PRO) ou un seul faisceau (cas de l'interconnexion sur PRV), le trafic devant alors être livré à partir de ce commutateur unique conformément aux principes indiqués dans la présente offre.
  - Remarque : dans ce dernier cas, le trafic ne pourra être livré par l'opérateur que dans la mesure de la capacité de ses faisceaux et BPN d'interconnexion.
- livrer sur un autre point de raccordement défini en accord avec France Télécom le trafic sortant, à destination d'abonnés rattachés à un CA avec lequel l'opérateur est interconnecté, lorsque la liaison d'interconnexion entre le point opérateur de présence et le CA est indisponible, dans le respect des variations de trafic (variance et mn/E définies dans les conventions d'interconnexion) et sans garantie de qualité de service pour le trafic ainsi écoulé.
  - livrer sur les faisceaux mutualisés d'un PRO, localisé dans la ZT siège du PRV, défini en accord avec France Télécom le trafic sortant, à destination d'abonnés accessibles nominalement à un PRV (clients de la boucle locale IP de FT en Z=9 ou portés en Z=9) avec lequel l'opérateur est interconnecté, lorsque la liaison d'interconnexion entre le point opérateur de présence et le PRV est indisponible, dans le respect des variations de trafic (variance et mn/E définies dans les conventions d'interconnexion) et sans garantie de qualité de service pour le trafic ainsi écoulé.

France Télécom prévoit la possibilité, en cas de panne sur une interconnexion au CA et si l'opérateur interconnecté le souhaite, d'offrir une solution de sécurisation du trafic entrant pendant la durée de l'incident. Les conditions de mise en œuvre de cette solution seront précisées dans les conventions d'interconnexion.

### 3.3.2 pour le trafic IP (interconnexion directe uniquement)

Le trafic d'interconnexion directe IP est sécurisé à deux niveaux :

- le transport,
- et le service.

La sécurisation du trafic au niveau du transport est faite par l'intermédiaire d'un bi-raccordement au niveau du PRN, c'est à dire par la création d'un raccordement sur chacun des deux sites physiques (des deux points de raccordement) constituant le PRN.

Ces liens de raccordement sont dédiés au trafic IP voix vers les abonnés de France Télécom.

Pour la sécurisation au niveau du service, chaque opérateur sera relié, par l'intermédiaire de ses raccordements aux différents PRN qu'il aura choisis, à au moins deux points service du réseau NGN de France Télécom.

### 3.4 conditions techniques

#### 3.4.1 définitions

##### 3.4.1.1 relatives au trafic téléphonique commuté (RTC)

- La **capacité du raccordement** est définie pour chaque commutateur d'abonnés ou chaque PRO auquel l'opérateur souhaite se raccorder.

L'unité de base est le lien à 2 Mbit/s.

- Le **faisceau** est un ensemble de circuits entre deux commutateurs donnés.

Un faisceau est caractérisé par son sens d'exploitation. S'il n'écoule les appels que dans un sens, c'est-à-dire toujours d'une extrémité A vers une extrémité B, le faisceau est dit unidirectionnel. Dans le cas contraire, il est dit bidirectionnel.

Le mode d'exploitation des faisceaux pourra être unidirectionnel ou bidirectionnel pour des faisceaux de même responsabilité (dans le cas particulier des faisceaux d'interconnexion forfaitaires, ceux-ci seront toujours unidirectionnels).

Dans le cas du mode d'exploitation bidirectionnel, la mise en œuvre sera faite conformément aux conditions définies dans les conventions d'interconnexion ; ces conditions porteront en particulier sur les modalités de basculement éventuel du mode unidirectionnel au mode bidirectionnel ou inversement, sur les conditions d'exploitation et de supervision, les paramètres d'exploitation et de qualité de service (notamment paramètres liés au sens des faisceaux) ainsi que sur les prévisions par flux de trafic.

Les modifications de paramétrage, ainsi que les basculements de faisceaux du mode unidirectionnel au mode bidirectionnel, ou inversement, demandés par l'opérateur donneront lieu à facturation.

- Le **flux de trafic**

Il est sortant ou entrant pour le réseau de l'opérateur et il se caractérise par le fait que tous les appels constituant ce flux ont une même destination.

Un flux est écoulé sur un même faisceau de circuits ou sur plusieurs faisceaux de circuits, qui sont alors exploités en partage de charge (cette disposition n'est pas applicable pour l'interconnexion forfaitaire). En cas de partage de charge, le commutateur situé à l'extrémité de départ de ces faisceaux répartit, suivant un algorithme donné, les appels constituant le flux sur les différents faisceaux fonctionnant en partage de charge.

Dans le cadre de l'interconnexion avec le réseau de France Télécom, on doit distinguer le flux d'interconnexion directe du flux d'interconnexion indirecte.

##### 3.4.1.2 relatives au trafic téléphonique IP

- La **capacité du raccordement** est définie pour chacun des deux sites constituant le PRN sur lequel l'opérateur souhaite se raccorder.

L'unité de base par site est un lien à 1 Gbit/s Ethernet.

- Les **sessions** sont des ressources nécessaires dans le réseau de France Télécom notamment sur les points de service (ou encore I-SBC : *Interconnection Session Border Controller*) pour que l'ensemble des communications remises par l'opérateur puissent être acheminées vers les abonnés de France Télécom.

Pour écouler le trafic téléphonique IP, l'opérateur doit acheter une capacité en commandant des sessions, cette capacité correspond au nombre maximum de communications simultanées possibles à un instant T. L'opérateur est responsable du dimensionnement des sessions qui lui sont nécessaires pour écouler l'ensemble des communications remises à France Télécom.

### - Le *flux de trafic*

Il est sortant ou entrant pour le réseau de l'opérateur et il se caractérise par le fait que tous les appels constituant ce flux ont une même destination.

#### 3.4.2 responsabilité du dimensionnement des faisceaux ou des sessions

Chaque opérateur est responsable du dimensionnement (et du paiement) des liaisons d'interconnexion nécessaires pour écouler son propre trafic.

Un opérateur s'interconnectant au réseau de France Télécom est responsable du dimensionnement soit des faisceaux (pour le trafic téléphonique RTC) soit du nombre de sessions (pour le trafic téléphonique IP) transportant le cas échéant :

- le trafic d'interconnexion directe, qui s'écoule du réseau de l'opérateur jusqu'au réseau de France Télécom,
- le trafic d'interconnexion indirecte, qui s'écoule du réseau de France Télécom vers le réseau de l'opérateur.

Pour le trafic d'interconnexion directe, les engagements de qualité de service de France Télécom ne prennent pas en compte le dimensionnement des raccordements écoulant ce trafic.

Pour le trafic d'interconnexion indirecte, le dimensionnement des raccordements écoulant ce trafic devra garantir une efficacité minimale, nécessaire à la protection du réseau de France Télécom.

Pour le trafic téléphonique RTC, pour minimiser les capacités de raccordement nécessaires pour écouler le trafic de l'opérateur, un même ensemble de liens à 2 Mbit/s de raccordement peut supporter plusieurs faisceaux.

### 3.5 tarifs

#### 3.5.1 considérations générales

Le tarif des offres de raccordement aux commutateurs de raccordement d'abonnés rémunèrent l'utilisation du réseau de France Télécom à partir du répartiteur MIC du commutateur de raccordement d'abonnés.

Les prestations de transmission ou de colocalisation d'équipements de l'opérateur permettant d'accéder au répartiteur MIC des commutateurs d'abonnés ou aux routeurs IP de France Télécom font l'objet d'une tarification séparée.

Le tarif applicable au trafic commuté acheminé sur le réseau de France Télécom se compose :

- d'une première partie proportionnelle au nombre des BPN de raccordement commandés par l'opérateur,
- d'une seconde partie proportionnelle au nombre d'appels,
- et d'une troisième partie proportionnelle au nombre de minutes de communication.

Le tarif applicable au trafic IP acheminé sur le réseau de France Télécom se compose d'une partie unique proportionnelle au nombre de minutes de communication.

#### 3.5.2 mise en œuvre, modification ou résiliation de l'interconnexion RTC

A l'occasion de la mise en œuvre, de modifications ou de résiliations de l'interconnexion, des prestations de création, modification et suppression de faisceau, d'acheminement ou d'indicatif, ainsi que de connexion ou déconnexion de circuits ou de liaisons de signalisation, sont demandées à France Télécom par l'opérateur interconnecté.

- Les prestations de création, modification et suppression de faisceau, d'acheminement, d'indicatif, ainsi que de connexion ou déconnexion de circuits ou de liaisons de signalisation, **sont facturées** lorsqu'elles sont relatives :
  - à des modifications demandées par l'opérateur de l'architecture d'interconnexion mise en œuvre sur un point d'interconnexion.



Ces modifications d'architecture d'interconnexion recouvrent notamment des changements d'extrémité de BPN de raccordement, des réorganisations de faisceaux sur des BPN de raccordement existants, ou des modifications sur la liaison de signalisation (à titre d'exemple, les modifications d'architecture peuvent être des modifications du commutateur d'extrémité opérateur, du point de signalisation sémaphore de l'opérateur, du site PRO de raccordement dans la ZT, des migrations d'une partie des BPN de la ZT sur un deuxième POP ou un deuxième PRO pour sécurisation, des migrations d'une partie des BPN sur un autre faisceau, des modifications de paramétrage et de mode d'exploitation des faisceaux, des modifications de l'interface d'interconnexion, des modifications sur les BPN telles que retournement de BPN, ...). Elles couvrent aussi le cas du changement d'opérateur chargé de la collecte du trafic d'un ou plusieurs indicatifs.

- à la mise en œuvre d'options proposées dans l'offre d'interconnexion, ou à la mise en œuvre de demandes spécifiques de l'opérateur ne correspondant pas à la présente offre.
  - à des résiliations de prestations de l'offre d'interconnexion et aux modifications qui en résulteraient.
- Les prestations **ne sont pas facturées** lorsqu'elles sont relatives :
    - à la création d'une nouvelle interconnexion sur CA ou sur un PRO de la ZT, dans l'architecture définie dans l'offre d'interconnexion sans mise en œuvre d'options,
    - à une première mise en service d'indicatif,
    - à une création de BPN supplémentaires entre un commutateur de l'opérateur et un commutateur de France Télécom, sans modification de l'architecture d'interconnexion existante, et donc notamment sans modification du nombre ou des extrémités des faisceaux déjà existants sur ce CA ou PRO.

**Prestations de création, modification ou suppression de faisceaux, connexion ou déconnexion de circuits, modification de la connexion des circuits, connexion ou déconnexion de liaisons de signalisation.**

Les tarifs sont disponibles dans la fiche tarifaire « Mise en œuvre de l'interconnexion » et sont applicables pour des travaux réalisés en heures ouvrables.

**Prestations relatives à la traduction.**

Les tarifs sont disponibles dans la fiche tarifaire « Mise en œuvre de l'interconnexion ».

France Télécom ne peut accepter des opérations de modifications sur un indicatif dès lors qu'une autre opération est déjà en cours sur ce même indicatif.

Les opérations de modifications d'indicatifs ou de numéros courts sont réalisées dans un délai de 6 semaines à compter de la réception d'une demande complète de l'opérateur.

Si l'opérateur souhaite obtenir un délai plus court, il négociera avec France Télécom les conditions techniques et financières adéquates.

### 3.5.3 BPN de raccordement

Les tarifs sont disponibles dans la fiche tarifaire « Terminaison d'appel ».

La durée minimale d'un contrat de raccordement de BPN au réseau de France Télécom est d'un an. Cette disposition s'applique aux BPN livrés ou commandés.

Sur un point d'interconnexion, France Télécom ne peut pas accepter des résiliations de BPN d'un opérateur simultanément à des commandes de BPN en cours de production pour ce même opérateur.

### 3.5.4 trafic de terminaison d'appel national

Les tarifs sont disponibles dans la fiche tarifaire « Terminaison d'appel ».

### 3.5.5 trafic vers l'international

Les conditions d'acheminement vers les destinations internationales sont précisées dans les conventions d'interconnexion de France Télécom.

### 3.5.6 transit inter-opérateurs

#### 3.5.6.1 principe

L'offre de transit inter-opérateurs de France Télécom comprend la prestation de transit de France Télécom et le service de terminaison d'appel fourni par l'opérateur fixe ou mobile de destination.

#### 3.5.6.2 tarifs

Les tarifs sont précisés dans les conventions d'interconnexion de France Télécom.

## 3.6 services et fonctionnalités complémentaires

### *Services de base offerts à l'interface d'interconnexion*

L'offre de services à l'interface d'interconnexion dépend des capacités du système de signalisation à véhiculer les informations nécessaires entre les deux réseaux et de la capacité de chacun des réseaux à fournir ces services. Les informations véhiculées à l'interface permettent dans tous les cas d'assurer au moins le service téléphonique de base.

Pour ce qui est de la transmission par la signalisation des données associées aux identités, France Télécom pourra procéder à des contrôles permettant d'assurer l'interopérabilité des services (par exemple du service de présentation du numéro).

Pour les communications vers l'international, ou vers d'autres réseaux en France ou les DOM, l'ouverture des fonctionnalités sera conditionnée par le niveau de qualité et de prestations offertes par l'opérateur distant. France Télécom ne peut s'engager au-delà de ce qu'elle propose aujourd'hui à ses propres clients.

### 3.6.1 interface d'interconnexion de type RTC

Les services support assurés à l'interface et dans le réseau de France Télécom sont les suivants : 64 kbit/s (sans restriction), parole et 3,1 kHz audio.

L'utilisation de certains paramètres à l'interface doit faire l'objet de règles d'exploitation à l'interface, qui devront être établies d'un commun accord entre France Télécom et les opérateurs tiers. Cette condition remplie, les compléments de services rendus possibles par la signalisation à l'interface sont les suivants :

- identification / non-identification de la ligne appelante (CLIP/CLIR),
- renvoi d'appels,
- signalisation d'usager à usager (UUS1), avec possibilité d'une tarification particulière,
- portabilité du terminal (TP),
- sous-adresse (SUB),
- rappel sur occupation (ROC).

Le transfert de l'identité additionnelle est disponible à l'interface d'interconnexion RTC. Cette fonctionnalité ne fait pas l'objet d'un complément de service offert aux abonnés raccordés au réseau de France Télécom.

### 3.6.2 interface d'interconnexion IP

Les compléments de services rendus possibles par la signalisation à l'interface d'interconnexion sont les suivants :

- identification / non-identification de la ligne appelante (CLIP/CLIR),
- services de renvoi d'appels.

## 4 services à valeur ajoutée (SVA)

En préambule, ces services ne sont offerts qu'au titre de l'interconnexion en mode RTC entre France Télécom et les opérateurs tiers.

### Ressources de numérotation concernées par les offres décrites ci-dessous :

Les conditions décrites dans ce paragraphe sont relatives à l'offre d'accès aux services à valeur ajoutée (SVA) d'un opérateur, pour les numéros du plan de national de numérotation définis ci-après :

- les services vocaux à valeur ajoutée accessibles par les numéros au format Z=8, tels que définis dans section 2.a.1 de la décision n° 05-1085 fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation :  
sont concernés et ouverts sur le réseau de France Télécom à ce jour les indicatifs des séries 0800, 0805, 0809, 0810, 0811, 0819, 0820, 0821, 0825, 0826, 0890, 0891, 0892, 0897, 0898, et 0899 ;
- les services vocaux à valeur ajoutée accessibles par les numéros au format 3BPQ et 10YT, tels que définis dans les sections 2.b.1 et 2.b.2 de la décision n°05-1085 ;
- les services de renseignements téléphoniques accessibles par les numéros au format 118 XYZ, tels que définis dans la section 2.b.2 de la décision n°05-1085.

La liste des numéros permettant l'accès aux SVA dans les conditions précisées ci-dessus est susceptible d'être étendue si l'ARCEP est conduite à prendre de nouvelles décisions d'ouverture de ressources de numérotation.

### 4.1 offre de reversement

#### 4.1.1 description

En application des décisions de l'ARCEP n°2007-0213 et 2007-0667, France Télécom propose une offre de commercialisation des SVA des opérateurs tiers au départ de ses accès, et assure les prestations suivantes :

- France Télécom propose aux opérateurs une liste de « paliers tarifaires » :
  - les paliers tarifaires sont des triplets (tarif de détail, numéros éligibles, montant de la commission de France Télécom), applicables au départ des accès RTC, IP et des publiphones de France Télécom ;
  - sous certaines conditions exposées à la section 4.4, certains paliers permettent à l'opérateur de moduler le signal tarifaire à facturer de façon non déterministe. Toutefois, ce signal ne peut dépasser un plafond défini dans les conventions d'interconnexion.
- France Télécom facture et encaisse en son nom les services à ses propres clients.
- France Télécom assure le recouvrement amiable et contentieux des créances, dont elle est de fait titulaire.
- France Télécom prend à sa charge les éventuelles sommes non recouvrées, sans préjudice de l'application des dispositions d'interruption des reversements prévues par les clauses relatives au respect déontologique.
- France Télécom reverse à l'opérateur une partie des sommes facturées au client, et conserve une commission commerciale dont le montant est précisé dans la fiche tarifaire « Services à Valeur Ajoutée ».

Par ailleurs, en cas de demande des opérateurs interconnectés, dans le cadre d'une concertation entre opérateurs organisée par l'ARCEP et après évaluation des risques de nature déontologique qui peuvent être associés à une telle évolution, un nombre limité de paliers tarifaires supplémentaires pourra être ouvert à l'interconnexion.

#### 4.1.2 conditions de suspension d'acheminement et clauses de déontologie

Afin de prévenir toute dérive en matière de déontologie, l'opérateur doit respecter les clauses déontologiques figurant dans les conditions spécifiques « accès et commercialisation des Services à Valeur Ajoutée de la Société aux clients de France Télécom ou d'un Opérateur Tiers » de la convention d'interconnexion.

Les opérateurs doivent prévoir des clauses contractuelles avec leurs prestataires de services précisant les conditions dans lesquelles le service fera l'objet d'une suspension par l'opérateur en cas de manquement aux recommandations déontologiques (recommandations formulées par l'association SVA+) par l'un des prestataires de service, client de l'opérateur, ou aux obligations réglementaires liées à l'usage des numéros au format 118 XYZ, fixées par la décision n°05-0061 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Dans le cas de manquements réitérés de l'opérateur à son obligation de contrôle, France Télécom est en droit, après une mise en demeure demeurée sans effet, de procéder à l'application de pénalités, d'interrompre les reversements au titre du (des) service(s) en cause, et d'aller jusqu'à la résiliation des contrats de reversement et d'accès à sa boucle locale.

La nature et les modalités d'application de ces pénalités seront définies dans les conventions d'interconnexion entre l'opérateur et France Télécom.

#### 4.1.3 cas particulier des numéros engendrant des rappels automatiques, au départ des publiphones

L'ARCEP a estimé, dans la décision n°2007-0213 homologuée par arrêté ministériel en date du 24 avril 2007, que « toute demande d'ouverture du numéro supportant un mécanisme de rappel automatique au départ des publiphones peut ne pas être considérée comme raisonnable par l'opérateur départ de publiphonie. »

France Télécom, en tant qu'opérateur de publiphonie, considère que l'usage de ces numéros n'est pas raisonnable. En conséquence :

- les demandes d'accès depuis les publiphones de numéros supportant un mécanisme de rappel automatique au départ des publiphones ne seront pas prises en compte par France Télécom ;
- l'opérateur devra prendre toute disposition pour faire fermer tout numéro – le cas échéant déjà ouvert - engendrant des rappels automatiques au départ des publiphones ;
- en cas de manquement constaté, France Télécom mettra en demeure l'opérateur par courrier recommandé avec accusé de réception de fermer le numéro concerné sur son Réseau dans un délai qui ne pourra excéder 5 jours ;
- en cas de manquements réitérés, l'opérateur se verra appliquer une pénalité forfaitaire, le cas échéant proportionnelle à la durée de l'infraction, pour chaque manquement constaté.

Par ailleurs, dans le cas où l'opérateur n'aurait pas fermé le numéro concerné dans le délai imparti, France Télécom se réserve le droit de fermer l'accès au service concerné depuis les publiphones, l'opérateur restant alors redevable des montants liés aux surcoûts indus subis par France Télécom du fait de l'utilisation du mécanisme de rappel automatique.

La nature et les modalités d'application de ces pénalités seront définies dans les conventions d'interconnexion entre l'opérateur et France Télécom.

#### 4.1.4 tarifs

Les tarifs de la commission de France Télécom sont disponibles dans la fiche tarifaire « Services à Valeur Ajoutée ».

## 4.2 offre d'accès à la boucle locale de France Télécom

### 4.2.1 modalités d'accès des SVA acheminés par un opérateur de collecte, au départ des accès RTC et IP de France Télécom

#### 4.2.1.1 livraison du trafic au PRO au départ des accès RTC

L'offre d'accès aux SVA d'un opérateur depuis la boucle locale de France Télécom permet à un opérateur de prendre livraison à un PRO ou à un PRO\*\* du trafic vers les SVA acheminés par cet opérateur, issu des abonnés raccordés au réseau RTC de France Télécom situés dans la ZT correspondant à ce PRO ou PRO\*\*, à l'exception du trafic vers les SVA éventuellement recueilli au niveau des commutateurs d'abonnés (que ce soit le trafic vers ses propres services SVA ou celui vers les services d'un tiers dont il assure la collecte pour l'ensemble de la ZT).

Le trafic d'accès aux SVA d'un opérateur pourra être livré par France Télécom, au choix de l'opérateur :

- soit sur un ensemble de faisceaux d'interconnexion déjà existants pour écouler les appels vers les numéros Internet 0860PQMCDU et 0868PQMCDU ou vers les numéros SVA attribués à France Télécom et portés chez un autre opérateur, ou le trafic téléphonique d'interconnexion indirecte (s'il existe plusieurs ensembles de tels faisceaux d'interconnexion, un seul ensemble de ces faisceaux est choisi pour acheminer le trafic d'accès aux SVA d'un opérateur) ;
- soit sur un nouvel ensemble de faisceaux d'interconnexion dédiés, option pour laquelle l'opérateur paiera les coûts correspondants de mise en œuvre ou de modification de l'interconnexion.

#### 4.2.1.2 livraison du trafic au CA depuis des accès RTC

Le trafic recueilli par l'opérateur au niveau des commutateurs d'abonnés pourra être livré par France Télécom :

- soit sur un faisceau déjà existant pour écouler le trafic téléphonique d'interconnexion indirecte ou le trafic à destination des numéros 0860PQMCDU et 0868PQMCDU ;
- soit sur un nouveau faisceau dédié, option pour laquelle l'opérateur paiera les coûts correspondants de mise en œuvre ou de modification de l'interconnexion.

Le débordement entre différents faisceaux de même responsabilité de l'opérateur interconnecté pourra être réalisé dans la mesure où ces faisceaux ont le même commutateur d'extrémité de France Télécom.

#### 4.2.1.3 livraison du trafic à un PRO choisi par l'opérateur, au départ des accès IP

L'offre d'accès aux SVA d'un opérateur depuis la boucle locale de France Télécom permet à un opérateur de prendre livraison à un PRO ou à un PRO\*\* du trafic vers les SVA acheminés par cet opérateur, issu des abonnés raccordés au réseau IP de France Télécom.

Le trafic d'accès aux SVA d'un opérateur pourra être livré par France Télécom, dans un à 5 PRO choisis par l'opérateur dans des ZTS distinctes, sur un ensemble de faisceaux d'interconnexion déjà existants pour écouler les appels vers les numéros Internet 0860PQMCDU et 0868PQMCDU ou vers les numéros SVA attribués à France Télécom et portés vers un autre opérateur, ou le trafic téléphonique d'interconnexion indirecte (s'il existe plusieurs ensembles de tels faisceaux d'interconnexion, un seul ensemble de ces faisceaux est choisi pour acheminer le trafic d'accès aux SVA d'un opérateur).

## 4.2.2 modalités d'accès aux SVA d'un opérateur, depuis les publiphones de France Télécom

Les SVA des opérateurs tiers sont accessibles au départ des publiphones de France Télécom.

- Les appels gratuits pour l'appelant ou payants pour l'appelant et émis au moyen d'une Télécarte® sont livrés par France Télécom dans les mêmes conditions que les appels à

destination des mêmes Numéros SVA émanant des Accès RTC raccordés aux CAA de rattachement des publiphones concernés.

- Les appels payants pour l'appelant émis par une autre carte prépayée de France Télécom que la Télécarte®, ou par une carte post-payée de France Télécom sont livrés au PRO.

Une majoration pour rémunérer l'usage du réseau de publiphones est appliquée ; son tarif figure dans la fiche tarifaire « Services à Valeur Ajoutée ».

Les numéros de SVA et les numéros de renseignements téléphoniques au format 118 XYZ d'un opérateur tiers sont accessibles au départ des publiphones de France Télécom selon les conditions décrites dans la convention d'interconnexion de France Télécom.

#### 4.2.3 modalités d'accès aux SVA attribués à France Télécom, portés vers un opérateur, au départ des accès RTC, IP et des publiphones de France Télécom

L'offre d'accès à des numéros SVA « attribués à France Télécom et portés vers un opérateur » permet à un opérateur de prendre livraison du trafic destiné aux numéros attribués à France Télécom, portés vers le réseau de l'opérateur (ou vers le réseau d'un autre opérateur tiers pour lequel il assure la collecte), issu des abonnés raccordés au réseau RTC de France Télécom situés dans la ZT correspondant à ce PRO ou PRO\*\* et issu des clients raccordés au réseau IP de France Télécom.

##### 4.2.3.1 livraison au PRO du trafic issu des clients raccordés au RTC

###### 4.2.3.1.1 livraison du trafic en province

Le trafic d'accès aux numéros SVA attribués à France Télécom portés vers un opérateur pourra être livré par France Télécom, au choix de l'opérateur :

- soit sur un ensemble de trois faisceaux déjà existant pour écouler les appels vers les numéros Internet 0860PQMCDU et 0868PQMCDU, et vers les SVA d'un opérateur, ou pour écouler le trafic téléphonique d'interconnexion indirecte (s'il existe plusieurs ensembles de tels faisceaux d'interconnexion, un seul ensemble de ces faisceaux est choisi pour acheminer le trafic d'accès aux SVA attribués à France Télécom portés vers un opérateur) ;
- soit sur un nouvel ensemble de trois faisceaux d'interconnexion dédiés, option pour laquelle l'opérateur paiera les coûts correspondants de mise en œuvre ou de modification de l'interconnexion.

Dans le cas d'une interconnexion de petite capacité, et à la demande de l'opérateur, la possibilité d'une interconnexion au moyen de 2 faisceaux (voire 1 seul) pourra être étudiée.

###### 4.2.3.1.2 livraison du trafic en Île-de-France

Le trafic d'accès aux SVA sera livré par France Télécom sur un ensemble de trois faisceaux d'interconnexion ayant pour origine des commutateurs de transit interurbains de France Télécom, cet ensemble pouvant être :

- soit un nouvel ensemble de faisceaux dédiés aux numéros SVA attribués à France Télécom portés vers un opérateur ;
- soit un ensemble de trois faisceaux déjà existant pour l'acheminement du trafic vers les numéros Internet 0860PQMCDU et 0868PQMCDU, et vers les SVA d'un opérateur (s'il existe plusieurs ensembles de tels faisceaux d'interconnexion, un seul ensemble de ces faisceaux est choisi pour acheminer les SVA attribués à France Télécom portés vers un opérateur), option pour laquelle l'opérateur paiera les coûts correspondants de mise en œuvre ou de modification de l'interconnexion.

#### 4.2.3.2 livraison aux CA du trafic issu des clients raccordés au RTC

L'offre de livraison du trafic vers les SVA accessibles via des numéros attribués à France Télécom portés vers un opérateur n'est pas disponible au niveau des commutateurs d'abonnés de France Télécom.

#### 4.2.3.3 livraison au PRO du trafic issu des clients raccordés au réseau IP

L'offre d'accès vers les SVA attribués à France Télécom et portés vers un opérateur permet à un opérateur de prendre livraison à un PRO ou à un PRO\*\* du trafic vers les SVA acheminés par cet opérateur, issu des abonnés raccordés au réseau IP de France Télécom.

Le trafic d'accès aux SVA d'un opérateur pourra être livré par France Télécom, dans un à 5 PRO choisis par l'opérateur dans des ZTS distinctes, sur un ensemble de faisceaux d'interconnexion déjà existant pour écouler les appels vers les numéros Internet 0860PQMCDU et 0868PQMCDU ou vers les numéros SVA attribués à France Télécom et portés vers un autre opérateur, ou le trafic téléphonique d'interconnexion indirecte (s'il existe plusieurs ensembles de tels faisceaux d'interconnexion, un seul ensemble de ces faisceaux est choisi pour acheminer le trafic d'accès aux SVA d'un opérateur).

#### 4.2.3.4 préfixage par France Télécom des appels à destination de numéros dont elle est attributaire, portés vers un opérateur

La prestation de France Télécom est une prestation d'acheminement d'un numéro de type Z=8 vers le réseau de l'opérateur identifié par les deux derniers digits PQ du préfixe de portabilité figurant dans la table de routage des numéros portés (ou vers le réseau de l'opérateur chargé de la collecte des appels pour le compte de l'opérateur identifié par le PQ figurant dans la table de routage des numéros portés).

France Télécom livrera ces appels en ajoutant en amont du numéro des séries 0800, 0805, 0810, 0811, 0820, 0821, 0825, 0826, 0890, 0891, 0892, 0897, 0898 ou 0899 de l'opérateur, le préfixe de routage (840PQ ou 842PQ) attribué par l'ARCEP à l'opérateur ou au tiers pour lequel l'opérateur assure la collecte.

La prestation relative à l'acheminement des numéros des séries en 0890, 0891, 0892, 0897 et 0899, pour laquelle les opérateurs sont responsables de la génération des impulsions de taxe, est possible depuis le 17 décembre 2002.

#### 4.2.4 tarifs

L'opérateur paie la prestation d'accès assurée par France Télécom relative aux communications écoulerées selon les conditions précisées dans la fiche tarifaire « Services à Valeur Ajoutée », en sus :

- des prestations éventuelles relatives aux BPN commandés par l'opérateur, dont les tarifs sont indiqués au chapitre 3.5 de la présente offre ;
- de la commission de France Télécom correspondant à l'offre de reversement décrite à la section 4.1 de la présente offre.



## 4.3 modalités techniques d'ouverture et de constitution des faisceaux d'interconnexion

### 4.3.1 modalités génériques de constitution des faisceaux d'interconnexion

L'ensemble de faisceaux est constitué de trois faisceaux d'interconnexion en Province et en Île de France

Toute création de nouveaux faisceaux d'interconnexion avec des commutateurs extrémités de France Télécom différents nécessite des BPN spécifiques. Ainsi, par exemple, dans le cas où sur un même PRO et pour un même opérateur, il existerait à la fois un ensemble de 3 faisceaux vers des commutateurs de transit interurbains, et un autre ensemble de faisceaux, les BPN supportant chacun de ces faisceaux devront être distincts.

Conformément aux règles en vigueur dans le réseau de France Télécom, l'acheminement du trafic vers les SVA d'un opérateur se fera sur une profondeur d'analyse limitée à l'indicatif 08ABPQ.

L'opérateur indiquera la typologie du trafic et, en fonction de cette typologie, des clauses spécifiques relatives à la qualité de l'écoulement du trafic seront définies d'un commun accord dans la convention d'interconnexion.

### 4.3.2 interconnexion de petite capacité

Dans le cas d'une interconnexion de petite capacité, et à la demande de l'opérateur, il pourra être étudié la possibilité d'une interconnexion au moyen de 2 faisceaux (voire 1 seul).

Concernant la livraison à l'opérateur du trafic vers les SVA aux numéros attribués à France Télécom portés vers l'opérateur, France Télécom pourra étudier, au cas par cas et en commun accord avec l'opérateur interconnecté, la faisabilité et les modalités de mutualisation sur le même ensemble de trois faisceaux ayant pour extrémité des commutateurs de transit interurbain, de l'acheminement du trafic téléphonique d'interconnexion indirecte avec l'acheminement du trafic vers ces SVA.

Toute création de nouveaux faisceaux d'interconnexion avec des commutateurs extrémités de France Télécom différents nécessite des BPN spécifiques. Ainsi, par exemple, dans le cas où sur un même PRO et pour un même opérateur existeraient à la fois un ensemble de 3 faisceaux vers des commutateurs de transit interurbains et un autre ensemble de faisceaux, les BPN supportant chacun de ces faisceaux devront être distincts. Le débordement entre différents faisceaux de même responsabilité opérateur pourra être réalisé dans la mesure où ces faisceaux ont le même commutateur d'extrémité de France Télécom.

### 4.3.3 ouverture des indicatifs (08ABPQ), de numéros courts ou de numéros 118 XYZ de l'opérateur

L'ouverture d'indicatifs, de numéros courts ou de numéros 118 XYZ se fera gratuitement dans un délai de deux mois à compter de la réception d'une demande complète de l'opérateur.

Si l'opérateur souhaite obtenir un délai d'ouverture inférieur à deux mois, il négociera avec France Télécom les conditions techniques et financières adéquates.

#### 4.4 changement de la tarification en cours de communication (ITX)

Les changements de tarification en cours de communication sont possibles :

- pour les communications dont le montant est calculé selon le système d'impulsions périodiques par montant indivisible égal à l'UT (Unité Téléphonique) à l'exception des 0898 ;
- uniquement pour des blocs entiers de numéros attribués à un opérateur ;
- sous réserve que l'opérateur transmette les impulsions de taxe à l'interconnexion pour l'intégralité des numéros du bloc (08ABPQ) auquel appartiennent les numéros d'accès au service concernés par la fonctionnalité de changement de tarification en cours de communication.

Les modalités de changement de mode de taxation entre l'opérateur et France Télécom seront précisées dans les conventions d'interconnexion.

Afin de préserver le marché des services concernés et de permettre une bonne visibilité pour le client, le changement de tarification en cours de communication ne pourra se faire qu'entre les paliers tarifaires existants à l'interconnexion dont le prix est inférieur ou égal au prix de la communication associée au bloc auquel appartient le numéro d'accès au service.

Les changements de tarification en cours de communication pour un numéro de renseignements téléphoniques au format 118 XYZ sont possibles pour les communications dont le montant est calculé selon le système d'impulsions périodiques par montant indivisible égal à l'UT (Unité Téléphonique), sous réserve que l'opérateur transmette les impulsions de taxe à l'interconnexion. L'opération peut moduler le tarif dans le respect d'un plafond défini dans les conventions d'interconnexion.

## 4.5 autres prestations

### 4.5.1 accès aux SVA issus d'opérateurs autres que France Télécom (transit)

Les éventuelles dispositions spécifiques et les tarifs relatifs au trafic vers les SVA issus d'opérateurs autres que France Télécom (en transit via le réseau de France Télécom) seront précisés dans les conventions d'interconnexion.

### 4.5.2 accès aux SVA de France Télécom, au départ des accès d'autres opérateurs

L'accès aux SVA de France Télécom (notamment l'accès aux SVA attribués à, ou portés vers France Télécom) à partir du réseau de l'opérateur sera réalisé dans les conditions prévues dans la convention d'interconnexion.

### 4.5.3 ouverture de SVA depuis des réseaux étrangers

Les conditions d'ouverture des SVA depuis les réseaux étrangers seront étudiées au cas par cas et négociées dans les conventions d'interconnexion.

### 4.5.4 accès indirect aux Réseaux Privés Virtuels des opérateurs

On entend par un réseau privé virtuel (RPV) l'utilisation d'un ou plusieurs réseaux ouverts au public pour les besoins d'un groupe fermé d'utilisateurs défini, conformément à l'avis de l'ARCEP publié le 30 mai 1997, « *comme un groupe qui repose sur une communauté d'intérêt suffisamment stable pour être identifiée et préexistante à la fourniture d'un service de télécommunications* ».

Les abonnés de France Télécom raccordés sur les commutateurs fonctionnellement ouverts à l'interconnexion ont accès aux réseaux privés virtuels en utilisant le mécanisme d'accès indirect aux réseaux privés virtuels, inscrit dans le plan public de numérotation, par l'utilisation d'une séquence de numérotation définie par l'ARCEP.

Ce mécanisme n'est pas disponible à partir des publiphones.

La limite de la longueur totale de la séquence de numérotation, séquence définie par l'ARCEP comprise, est de 20 chiffres, compte tenu de la capacité d'enregistrement des commutateurs du réseau de France Télécom.

La séquence de numérotation définie par l'ARCEP permet d'aiguiller la communication vers le point d'interconnexion du réseau de l'opérateur identifié.

Le trafic vers les réseaux privés virtuels peut être acheminé sur la liaison d'interconnexion, à la charge de l'opérateur, existante pour l'acheminement du trafic téléphonique.

Les BPN de raccordement qu'il utilise peuvent être les mêmes que pour l'acheminement du trafic téléphonique. Les conditions tarifaires sont identiques à celles du trafic commuté au niveau du point d'interconnexion.

Les règles d'acheminement et les conditions tarifaires s'appliquant à ce trafic sont celles de l'interconnexion indirecte.

L'ouverture d'indicatifs ou de numéros courts se fera gratuitement dans un délai de deux mois à compter de la réception d'une demande complète de l'opérateur.

Si l'opérateur souhaite obtenir un délai d'ouverture inférieur à deux mois, il négociera avec France Télécom les conditions techniques et financières adéquates.

## 5 offres d'accès à Internet

En préambule, ces services ne sont offerts qu'au titre de l'interconnexion en mode RTC entre France Télécom et les opérateurs tiers.

Les ressources de numérotation concernées par les offres décrites ci-dessous sont les séries des numéros 0860PQMCDU et 0868PQMCDU conformément à la section 2.a.4 de la décision n° 05-1085 fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation, dédiées aux services d'accès à Internet par réseau commuté.

### 5.1 offre de reversement

#### 5.1.1 description

Pour les numéros 0860, payants pour l'appelant et accessibles au départ des accès RTC de France Télécom au tarif « communication locale internet », France Télécom assure les prestations suivantes :

- France Télécom facture et encaisse en son nom les services à ses propres clients
- France Télécom assure le recouvrement amiable et contentieux des créances, dont elle est de fait titulaire
- France Télécom prend à sa charge les éventuelles sommes non recouvrées, sans préjudice de l'application des dispositions d'interruption des versements prévues par les clauses relatives au respect déontologique
- France Télécom reverse à l'opérateur une partie des sommes facturées au client, et conserve une commission commerciale dont le montant est précisé dans la fiche tarifaire « Offres d'Accès à Internet »

#### 5.1.2 tarifs

Les tarifs de la commission de France Télécom sont disponibles dans la fiche tarifaire « Offres d'Accès à Internet ».

### 5.2 offre d'accès à la boucle locale RTC de France Télécom

L'offre est accessible à deux niveaux du réseau de France Télécom :

- accès à un commutateur d'abonnés de France Télécom (CA) ;
- accès aux commutateurs de transit de France Télécom, par raccordement sur des points de raccordement de réseau d'opérateurs (PRO).

Les offres d'accès à Internet via les numéros non géographiques de la forme 0860PQMCDU et 0868PQMCDU, gratuits pour l'appelant, et 0860PQMCDU payants (« trafic Internet ») permet à un opérateur de prendre livraison à un PRO ou à un PRO\*\*, du trafic vers les numéros acheminés par cet opérateur issu des abonnés raccordés au réseau RTC de France Télécom situés dans la ZT correspondant à ce PRO ou PRO\*\*, à l'exception du trafic vers ces numéros éventuellement recueilli au niveau des commutateurs d'abonnés (que ce soit le trafic de ses propres services Internet, ou celui des services d'un tiers dont il assure la collecte).

Deux offres sont disponibles :

- l'offre d'interconnexion tarifée à la minute,
- l'offre d'interconnexion forfaitaire annuelle fonction du nombre de BPN.

Parmi les indicatifs d'accès à Internet 0860PQ ou 0868PQ gratuits pour l'appelant, ou 0860PQ payants, attribués à un opérateur ou à un tiers pour lequel l'opérateur assure la collecte, l'opérateur

peut choisir, ZT par ZT et CA par CA de souscrire pour un certain nombre de ces indicatifs qu'il aura désignés à France Télécom, l'une ou l'autre des deux offres.

Si le ou les indicatif(s) retenu(s) par l'opérateur ne sont pas encore ouverts dans le réseau de France Télécom, les conditions d'ouverture des indicatifs figurant dans la présente offre d'interconnexion dans la section 3.5.2 s'appliquent.

### 5.2.1 offre « tarifée à la minute » d'accès aux numéros 0860 et 0868 au départ des accès RTC de France Télécom

#### 5.2.1.1 offre au niveau du réseau de transit

##### Offre en province

Le trafic d'accès aux numéros non géographiques Internet de la forme 0860PQMCDU et 0868PQMCDU pourra être livré par France Télécom, au choix de l'opérateur :

- soit sur un ensemble de trois faisceaux préexistants pour écouler les appels vers les Services à Valeur Ajoutée, ou le trafic téléphonique d'interconnexion indirecte (s'il existe plusieurs ensembles de tels faisceaux d'interconnexion, un seul ensemble de ces faisceaux est choisi pour acheminer le trafic Internet) ;
- soit sur un nouvel ensemble de trois faisceaux d'interconnexion dédiés, option pour laquelle l'opérateur paiera les coûts correspondants de mise en œuvre ou de modification de l'interconnexion.

Dans le cas d'une interconnexion de petite capacité, et à la demande de l'opérateur, il pourra être étudié la possibilité d'une interconnexion au moyen de 2 faisceaux (voire 1 seul).

##### Offre en Île-de-France

Le trafic d'accès aux services non géographiques Internet de la forme 0860PQMCDU et 0868PQMCDU sera livré par France Télécom sur un ensemble de trois faisceaux d'interconnexion ayant pour origine des commutateurs de transit interurbains (livraison sur PRO\*\* et selon les résultats d'une étude de faisabilité au PRO), sauf dérogation par accord entre les parties. L'ensemble de trois faisceaux pourra être :

- soit un nouvel ensemble de faisceaux dédiés à l'accès vers les numéros Internet 0860PQMCDU et 0868PQMCDU ;
- soit un ensemble de trois faisceaux préexistants pour écouler le trafic vers les Services à valeur Ajoutée (s'il existe plusieurs ensembles de tels faisceaux d'interconnexion, un seul ensemble de ces faisceaux est choisi pour acheminer le trafic Internet), option pour laquelle l'opérateur paiera les coûts correspondants de mise en œuvre ou de modification de l'interconnexion.

Dans le cas où du trafic Internet de l'opérateur visé par le présent paragraphe est acheminé par un ensemble de trois faisceaux ayant pour extrémité des commutateurs de transit interurbains du réseau de France Télécom, France Télécom pourra étudier, au cas par cas, en commun accord avec l'opérateur interconnecté, la faisabilité et les modalités de mutualisation sur les mêmes faisceaux de son trafic téléphonique d'interconnexion indirecte avec le trafic Internet visé par le présent paragraphe.

Dans le cas où, par dérogation en accord entre les parties, le trafic serait livré par France Télécom sur un autre ensemble de faisceaux, l'ensemble de faisceaux pourra être :

- soit un nouvel ensemble de faisceaux dédié à l'accès vers les numéros Internet de la forme 0860PQMCDU et 0868PQMCDU, option pour laquelle l'opérateur paiera les coûts correspondants de mise en œuvre ou de modification de l'interconnexion ;

- soit un ensemble de faisceaux préexistant pour écouler le trafic vers les Services à Valeur Ajoutée ou le trafic téléphonique d'interconnexion indirecte issu des clients de l'opérateur, situés dans la ZT où est situé le PRO.

Toute création de nouveaux faisceaux d'interconnexion avec des commutateurs extrémités de France Télécom différents nécessite des BPN spécifiques.

Ainsi, par exemple, dans le cas où sur un même PRO et pour un même opérateur existeraient à la fois un ensemble de trois faisceaux vers commutateurs de transit interurbains et un autre ensemble de faisceaux, les BPN supportant chacun de ces faisceaux devront être distincts.

Le débordement entre des faisceaux de même responsabilité opérateur pourra être réalisé dans le cas où les faisceaux ont le même commutateur extrémité de France Télécom.

#### 5.2.1.2 offre au niveau des commutateurs d'abonnés

Le trafic recueilli par l'opérateur au niveau des commutateurs d'abonnés pourra être livré par France Télécom :

- soit sur un faisceau préexistant pour écouler le trafic téléphonique d'interconnexion indirecte ou le trafic à destination des Services à Valeur Ajoutée ;
- soit sur un nouveau faisceau dédié, option pour laquelle l'opérateur paiera les coûts correspondants de mise en œuvre ou de modification de l'interconnexion.

Cette offre sera également complétée dans les conventions d'interconnexion par les dispositions permettant à un opérateur de prendre livraison du trafic Internet acheminé par l'opérateur issu des abonnés d'opérateurs tiers interconnectés dans la ZT correspondant à ce PRO ou PRO\*\*.

Pour les services d'accès à Internet via les numéros non géographiques de la forme 0860PQMCDU payants, les conditions des prestations de facturation, ainsi que la méthode de calcul du revenu moyen net perçu par les opérateurs tiers, seront négociées dans les conventions d'interconnexion.

#### 5.2.1.3 tarifs

En sus des prestations éventuelles relatives aux BPN commandés par l'opérateur, dont les tarifs sont indiqués au chapitre 3.5 de l'offre de référence, l'opérateur paie la prestation d'accès assurée par France Télécom relative aux communications écoulées selon les tarifs disponibles dans la fiche tarifaire « Offres d'Accès à Internet ».

### 5.2.2 offre « forfaitaire » d'accès aux numéros 0860 et 0868 depuis des accès RTC de France Télécom

#### 5.2.2.1 conditions techniques

La présente offre définit les conditions dans lesquelles un opérateur peut prendre livraison dans un mode d'interconnexion indirecte du trafic d'accès à Internet, issu des abonnés raccordés au réseau RTC de France Télécom d'une zone de transit, et destiné à un ou plusieurs indicatifs 0860PQ ou 0868PQ gratuits pour l'appelant, ou 0860PQ payants, attribués à l'opérateur ou à un tiers pour lequel l'opérateur assure la collecte, dans le cadre d'une tarification forfaitaire annuelle fonction du nombre de BPN.

Dans chaque ZT où l'opérateur souscrit la présente offre, l'opérateur prend livraison, au niveau de chaque commutateur d'abonnés sur lequel il est interconnecté et sur lequel l'offre d'interconnexion forfaitaire est disponible, de son trafic d'interconnexion forfaitaire à destination des indicatifs désignés pour la présente offre.

L'opérateur prend livraison au niveau du réseau de transit de France Télécom, sur un PRO de la zone de transit, de son trafic d'interconnexion forfaitaire à destination des indicatifs désignés pour l'offre,

issu des abonnés raccordés sur des CA sur lesquels l'opérateur n'est pas interconnecté ou sur lesquels l'offre n'est pas disponible.

#### 5.2.2.2 offre au niveau du réseau de transit

Le trafic Internet d'interconnexion forfaitaire à destination d'indicatifs sur lesquels l'opérateur a souscrit l'offre d'interconnexion forfaitaire issu des abonnés raccordés au réseau RTC de France Télécom situés dans une zone de transit (ZT), à l'exception du trafic issu des abonnés situés sur des CA où l'opérateur est interconnecté, est livré par France Télécom à un PRO de la ZT considérée, sur un faisceau unidirectionnel dédié à ce trafic. Ce faisceau est supporté par des BPN d'interconnexion forfaitaires dédiés à cette offre. La liste des PRO est jointe en annexe de cette offre.

Dans une ZT donnée, l'opérateur choisit un PRO parmi ceux proposés dans la liste pour cette ZT.

France Télécom pourra dans certains cas choisir de livrer ce trafic au PRO sur deux faisceaux d'interconnexion (ou éventuellement sur trois ou quatre faisceaux en Île de France), le trafic n'étant alors généralement pas acheminé en partage de charge.

En aucun cas, le faisceau dédié à l'offre d'interconnexion forfaitaire d'accès à Internet ne déborde sur un faisceau du réseau de France Télécom. Les faisceaux d'interconnexion tarifés à la durée ne peuvent pas déborder sur des faisceaux d'interconnexion forfaitaire et réciproquement les faisceaux d'interconnexion forfaitaire ne peuvent pas déborder sur des faisceaux tarifés à la durée.

Les demandes de réajustement relatives à des BPN utilisés au titre de l'interconnexion à la durée que l'opérateur souhaiterait utiliser sur le faisceau d'interconnexion forfaitaire (ou réciproquement) ayant même commutateur d'extrémité France Télécom que le faisceau tarifé à la durée, et raccordés via le même PRO, seront réalisées dans un délai maximal de six semaines à compter de la réception de la commande ferme de l'opérateur.

France Télécom met en œuvre sur son réseau des acheminements adaptés à la spécificité du trafic Internet et à la protection du trafic téléphonique.

L'offre d'interconnexion forfaitaire d'accès à Internet au niveau du réseau de transit de France Télécom n'est pas disponible dans les DOM.

#### 5.2.2.3 offre au niveau des commutateurs d'abonnés

Pour tout CA sur lequel l'opérateur est interconnecté et sur lequel l'offre d'interconnexion forfaitaire est disponible, l'opérateur prend livraison de son trafic d'interconnexion forfaitaire d'accès à Internet à destination du ou des indicatifs sur lesquels l'opérateur a souscrit l'offre, sur un faisceau unidirectionnel dédié, faisceau supporté par des BPN d'interconnexion forfaitaire dédiés à cette offre.

Si l'opérateur le souhaite, et dans le cas où il est déjà interconnecté à des CA au titre d'une autre prestation de la présente offre, il peut choisir, CA par CA pour chacun des CA sur lesquels il est interconnecté, de ne pas prendre livraison en interconnexion forfaitaire sur les CA de son trafic à destination des indicatifs sur lesquels il a souscrit l'offre d'interconnexion forfaitaire. Ce trafic lui sera alors livré selon des modalités qui seront définies conjointement entre les parties dans la convention d'interconnexion, et qui pourront notamment, si l'opérateur le souhaite, être une livraison du trafic sur les CA conformément à l'offre d'interconnexion tarifée à la minute pour l'accès aux indicatifs 0860 et 0868 gratuits pour l'appelant, et 0860 payants.

En aucun cas, le faisceau dédié à l'offre d'interconnexion forfaitaire d'accès à Internet ne peut déborder sur un faisceau du réseau de France Télécom. En particulier, le mécanisme de sécurisation indiqué au chapitre 3 n'est pas applicable pour la présente offre d'interconnexion.

Les faisceaux d'interconnexion tarifés à la durée ne peuvent pas déborder sur des faisceaux d'interconnexion forfaitaire. Les faisceaux d'interconnexion forfaitaire ne peuvent pas déborder sur des faisceaux tarifés à la durée, sauf au CA au choix de l'opérateur.

Pour une commande de nouveaux BPN, l'opérateur a la possibilité de préciser l'affectation à un faisceau d'interconnexion forfaitaire ou à un faisceau d'interconnexion tarifé à la durée jusqu'à huit semaines avant la date de livraison du BPN.

Les demandes de réajustement relatives à des BPN utilisés au titre de l'interconnexion à la durée que l'opérateur souhaiterait utiliser sur le faisceau d'interconnexion forfaitaire (ou réciproquement) sur le même CA pourront être réalisées dans un délai maximal de six semaines à compter de la réception de la commande ferme de l'opérateur.

Si les indicatifs pour lesquels l'opérateur a souscrit l'offre d'interconnexion forfaitaire étaient précédemment acheminés sur un faisceau d'interconnexion tarifé à la durée et dédié à l'écoulement de ces mêmes indicatifs à l'exclusion de tout autre, le délai de mise en œuvre de l'interconnexion forfaitaire sur ce faisceau est de un mois.

France Télécom met en œuvre sur son réseau des acheminements adaptés à la spécificité du trafic Internet et à la protection du trafic téléphonique.

#### 5.2.2.4 conditions de l'offre

L'ensemble des conditions d'accès sur les points d'interconnexion pour cette offre (CA et PRO) relatives aux offres de raccordement sur ces points (liaisons de raccordement, interconnexion en ligne, colocalisation), aux protocoles de signalisation à utiliser à l'interface et à la planification-programmation, définies dans la présente offre sont applicables.

Les mécanismes de sécurisation indiqués au chapitre « services d'acheminement du trafic téléphonique » ne sont pas applicables.

#### 5.2.2.5 qualité de service

Les conditions de qualité de service précisées au chapitre 13 sont applicables, à l'exception des conditions relatives à la variance du trafic et à la durée moyenne des communications.

L'opérateur est responsable du dimensionnement du faisceau d'interconnexion forfaitaire.

#### 5.2.2.6 rendement

Le rendement d'un faisceau d'interconnexion forfaitaire ne doit pas dépasser le taux de 90 %.

Lorsque le trafic du faisceau d'interconnexion forfaitaire déborde sur un autre faisceau tarifé à la durée, afin de garantir une bonne qualité d'écoulement du trafic, le rendement maximal à l'heure chargée du faisceau d'interconnexion à la durée sur lequel le trafic déborde ne doit pas dépasser les taux suivants :

- 90% si le nombre de BPN supportant ce faisceau est au moins égal à 10 BPN,
- 80% si le nombre de BPN supportant ce faisceau est compris entre 4 et 9,
- 70% si le nombre de BPN supportant ce faisceau est inférieur ou égal à 3.

Si ces taux sont dépassés, France Télécom pourra être amenée à proposer une révision des conditions techniques et tarifaires de l'offre, ou à prendre des mesures techniques.

Afin de limiter les perturbations sur le réseau de France Télécom, l'opérateur interconnecté prendra des mesures, notamment en liaison avec ses fournisseurs de service porteurs de l'offre au client final, afin d'éviter le maintien d'appels inactifs pendant une durée supérieure à 40 minutes.

Par ailleurs, par construction, les commutateurs du réseau de France Télécom coupent les communications au bout de 9 à 18 heures selon le type de système.



### 5.2.2.7 tarifs

Le tarif applicable à la présente offre est celui des BPN de raccordement forfaitaire qui supportent les faisceaux d'interconnexion forfaitaire.

Les tarifs sont disponibles dans la fiche tarifaire « Offres d'Accès à Internet »

L'opérateur souscrira parallèlement les offres de raccordement (liaison de raccordement, interconnexion en ligne, colocalisation) sur les points de raccordement CA ou PRO.

Les prestations de modification de l'interconnexion sont traitées de façon identique aux offres d'interconnexion tarifées à la durée.

## 6 sélection du transporteur

En préambule, les services décrits ci-dessous ne sont offerts qu'au titre de l'interconnexion en mode RTC entre France Télécom et les opérateurs tiers.

### 6.1 description

La sélection de transporteur appel par appel ou en présélection permet aux clients de France Télécom sur technologie RTC de faire acheminer par un opérateur de transport auquel est attribué un préfixe de sélection de transporteur, leurs appels à destination, des numéros internationaux, des numéros de communications interpersonnelles fixes (Z=1 à 5 et Z=9) et des numéros mobiles (Z=6 et Z=7).

La sélection de transporteur n'est pas disponible à partir des cabines téléphoniques publiques.

Ce préfixe de sélection de transporteur est attribué à l'opérateur par l'ARCEP. Il précède le numéro de l'abonné demandé, permet d'aiguiller vers le point de raccordement au réseau de l'opérateur de transport désigné par ce préfixe les appels formés par un abonné raccordé au réseau RTC de France Télécom.

#### 6.1.1 sélection du transporteur appel par appel

La sélection de transporteur appel par appel permet d'aiguiller un appel vers le point de raccordement au réseau de l'opérateur de transport auquel est attribué le préfixe de numérotation composé par le client.

Compte tenu de la procédure de numérotation retenue, la sélection de transporteur appel par appel ne peut pas s'appliquer aux numéros de la série 3BPQ ni aux numéros de type 1XYT ou 118XYZ.

Les restrictions mentionnées à l'alinéa précédent et au paragraphe 6.1 intitulé « description » s'entendent sous réserve des dispositions que l'ARCEP pourra prendre en la matière.

Sauf clause particulière du contrat d'abonnement, la sélection du transporteur appel par appel est disponible pour les abonnés raccordés au réseau RTC de France Télécom raccordés sur les commutateurs fonctionnellement ouverts à l'interconnexion.

Le point de sortie du réseau de France Télécom est un des points désignés comme point d'interconnexion pertinent avec le réseau de France Télécom.

## 6.1.2 présélection

### 6.1.2.1 description du service

La présélection permet à un abonné de France Télécom d'utiliser de manière permanente le service sélection du transporteur, sans changer de format de numérotation.

Sauf clause particulière du contrat d'abonnement, elle est disponible pour les abonnés raccordés au réseau RTC de France Télécom raccordés sur les commutateurs fonctionnellement ouverts à l'interconnexion.

Un abonné de France Télécom ayant opté pour la présélection peut utiliser la sélection du transporteur appel par appel, qui prime alors sur le choix fait en présélection.

La présélection permet d'aiguiller les appels d'un abonné de France Télécom ayant opté pour cette prestation vers le point de raccordement au réseau de l'opérateur de transport présélectionné. Le point de sortie du réseau de France Télécom est un des points désignés comme point d'interconnexion pertinent avec le réseau de France Télécom.

La présélection ne s'applique pas aux numéros de la série 3BPQ ni aux numéros de type 1XYT. Elle n'est pas disponible à partir des cabines téléphoniques publiques.

Les restrictions mentionnées aux alinéas précédents et au paragraphe 6.1 intitulé « description » s'entendent sous réserve des dispositions que l'ARCEP pourra prendre en la matière.

### 6.1.2.2 mise en œuvre

Les procédures opérationnelles de la présélection sont décrites en détail dans la convention d'interconnexion de France Télécom.

Le titulaire de la ligne d'abonnement qui souhaite bénéficier de la présélection sur sa ligne téléphonique doit mandater l'opérateur de son choix, ou la société de commercialisation de service distribuant le service pour le compte de cet opérateur, ce qui autorise l'opérateur à demander à France Télécom la modification de son contrat d'abonnement téléphonique en cours afin de mettre en place la présélection sur sa ligne téléphonique.

Dans le cas général, la ligne téléphonique correspond à un NDI (numéro de désignation d'installation). Dans le cas des groupements numériques, une demande de présélection doit être faite pour le NDI. Dans le cas particulier des groupements analogiques, une demande de présélection doit être faite pour la tête de groupement et pour les lignes qui demandent à bénéficier de la présélection. Le mandat est formalisé sous la responsabilité pleine et entière de l'opérateur avec son client final, selon les modalités précisées ci-dessus. Dans la mesure où le formalisme relève du libre choix de l'opérateur, France Télécom ne procédera à aucun contrôle tant sur le principe que sur le contenu du mandat, ce dernier relevant de l'entière responsabilité de l'opérateur.

A cet égard, l'opérateur garantit France Télécom contre toute réclamation, contestation recours ou action de quelque nature que ce soit intentés par le client final ou un opérateur tiers, résultant d'un défaut de mandat, d'erreur sur le mandat et de manquement de l'opérateur à son obligation d'information sur les spécificités de la présélection.

De façon générale, l'opérateur s'engage à indemniser France Télécom des conséquences financières des dommages résultants de la mise en œuvre d'une présélection de façon indue dont l'opérateur serait à l'origine, tels que préjudices financiers, atteinte à l'image, commercial, moral et perte de chiffre d'affaires.

En tout état de cause, France Télécom n'est en aucun cas responsable des dommages de toute nature qui seraient causés par une demande de changement d'une présélection vers un opérateur au profit d'un autre opérateur.

L'opérateur ne transmet sa commande à France Télécom qu'une fois en possession du mandat souscrit par le titulaire et une fois écoulé le délai de réflexion et de rétractation du client.

L'opérateur présélectionné transmet à l'entité de gestion de la présélection de France Télécom, sous forme électronique, un fichier comprenant les numéros de téléphones des titulaires de ligne ayant

opté pour la présélection de cet opérateur. La transmission du nom ou du code SIRET des titulaires de ligne s'effectue au choix de l'opérateur. France Télécom accuse réception du fichier.

France Télécom met en œuvre le service sur le commutateur d'abonnés auquel le demandeur est rattaché. Un compte rendu d'activation de la présélection est envoyé à l'opérateur après mise en œuvre.

En l'absence de toute surcharge des systèmes mis en jeu dans la mise en œuvre de la présélection, et pour une demande valide :

- le délai moyen d'activation de la présélection est de trois jours ouvrés pour une ligne simple ou de cinq jours ouvrés pour une ligne appartenant à un groupement,
- le délai moyen d'information de l'opérateur tiers (remontée du compte rendu de traitement) est, dans les deux cas, de trois jours ouvrés supplémentaires.

Le délai maximal d'activation de la présélection est de dix jours ouvrés pour une ligne simple ou de douze jours ouvrés pour une ligne appartenant à un groupement.

Ce délai maximal débute le premier jour ouvré qui suit la réception du fichier de demandes de l'opérateur et prend fin le jour de l'envoi du compte rendu de présélection à l'opérateur par l'entité chargée de la production de la présélection.

En cas d'écrasement d'une présélection dont il est titulaire et suite à une réclamation écrite du client concerné, l'opérateur de présélection peut adresser une demande d'information écrite en précisant l'objet à France Télécom (demande d'information sur résiliation de présélection à tort), qui apportera les éléments de réponse à l'opérateur.

Ces demandes d'informations ne pourront porter que sur la première opération d'écrasement de la présélection dont il était titulaire à la date d'écrasement. En cas d'écrasements successifs d'une même présélection, il appartiendra à l'opérateur de prendre toutes les dispositions nécessaires auprès de l'opérateur à l'origine d'un nouvel écrasement de la dite présélection.

Les demandes d'informations de l'opérateur auprès de France Télécom ne pourront porter que sur des écrasements de la présélection effectués par un opérateur dans les trois mois précédant la dite demande d'information. Cette demande d'information sera facturée 5,9 euros par accès si aucune raison d'ordre contractuelle ne met France Télécom dans l'impossibilité de répondre à cette requête.

### 6.1.3 informations de numérotation fournies à l'interface

Lorsque l'identité du transporteur sélectionné est nécessaire au transporteur, elle est fournie à l'interface entre le réseau de France Télécom et celui de l'opérateur de transport de la manière décrite ci-après.

Pour la sélection du transporteur appel par appel et la présélection, les informations de numérotation fournies par France Télécom à l'interface sont :

#### **En SSUTR2**

Utilisation des codes de traduction avec les significations respectives « numéro national avec sélection de transporteur » (AC=4) et « numéro international avec sélection du transporteur » (AC = 5).

Champ du numéro demandé,	en national :	XYZABPQMCDU
	en international :	XY11I2I3N1...Nn

#### **En SSURF**

Utilisation de deux couples « nature et plan » avec les significations respectives « numéro national avec sélection du transporteur » et « numéro international avec sélection du transporteur ».

Champ du numéro demandé : identique au champ SSUTR2.

## 6.2 tarifs

### 6.2.1 considérations générales

Les tarifs des offres de raccordement aux commutateurs d'abonnés rémunèrent l'utilisation du réseau France Télécom jusqu'au répartiteur MIC du commutateur d'abonnés.

Les prestations de transmission ou de colocalisation d'équipements de l'opérateur permettant d'accéder au répartiteur MIC des commutateurs d'abonnés ou aux PRO font, elles, l'objet d'une tarification séparée.

Dans le cas de la sélection du transporteur appel par appel et de la présélection, le tarif applicable au trafic commuté acheminé sur le réseau de France Télécom se compose :

- d'une partie fixe, proportionnelle au nombre de BPN de raccordement commandés par l'opérateur,
- et d'une autre partie, variable, proportionnelle au nombre de minutes de communication, précisée dans le chapitre « service d'acheminement du trafic commuté ».

Dans le cas de la présélection, la tarification comprend en plus, pour la prestation de mise en œuvre de la présélection :

- un tarif par opérateur lors de la première demande de l'opérateur,
- un tarif par ligne téléphonique.

### 6.2.2 tarif applicable au BPN

Le tarif, la durée minimale et l'ensemble des dispositions sur les BPN sont les mêmes que celles qui figurent au chapitre « services d'acheminement du trafic téléphonique », paragraphe « BPN de raccordement ».

### 6.2.3 tarif applicable au trafic commuté

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire «Sélection du transporteur ».

### 6.2.4 tarifs spécifiques à la mise en œuvre de la présélection

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire « Sélection du transporteur ».

Pénalités en cas de retard de mise en œuvre de la présélection sur une ligne :

Une pénalité égale à 50% du tarif de mise en œuvre de la présélection par ligne pour une nouvelle demande sera appliquée en cas d'un délai de mise en œuvre dépassant de un à cinq jours ouvrés le délai maximum d'activation tel que défini ci-dessus dans le paragraphe « mise en œuvre ».

Une pénalité égale au tarif de mise en œuvre de la présélection par ligne pour une nouvelle demande sera appliquée en cas de délai de mise en œuvre dépassant de six jours ouvrés ou plus le délai maximum d'activation tel que défini ci-dessus dans le paragraphe « mise en œuvre ».

Le délai de mise en œuvre débute le premier jour ouvré qui suit la réception du fichier de demandes contenant la ligne concernée et prend fin le jour de l'envoi du fichier de compte rendu relatif à la ligne concernée par France Télécom à l'opérateur.

## 7 points physiques d'interconnexion, interconnexion en ligne (in span) et colocalisation

### 7.1 interconnexion en ligne

Cette offre de raccordement est disponible uniquement pour l'interconnexion en mode RTC entre France Télécom et les opérateurs tiers.

#### 7.1.1 description

Un opérateur qui souhaite s'interconnecter sur un point d'interconnexion pertinent ou un PRO peut choisir de réaliser lui-même sa liaison d'interconnexion jusqu'à un Point de Connexion (POC), point frontière de responsabilité de chaque partie en termes de propriété et d'exploitation-maintenance. En ce point d'interface entre les réseaux des deux parties, point situé sur le domaine public et désigné par France Télécom, la liaison d'interconnexion de l'opérateur est connectée à une liaison d'interconnexion de France Télécom aboutissant au point d'interconnexion pertinent ou au PRO/PRV ou au répartiteur MIC du CA.

Pour l'accès à un CA la capacité minimale nécessaire pour bénéficier de l'offre « In Span » est de quatre fois 2 Mbit/s par site (soit 4 BPN de raccordement).

Pour l'accès à un PRO/PRV, la capacité minimale nécessaire pour pouvoir bénéficier de l'offre « In Span » est de 34 Mbit/s (soit 16 BPN de raccordement).

L'offre d'interconnexion en ligne est réservée à des BPN ne supportant que du trafic d'interconnexion, ou au service d'aboutement de liaisons louées. L'offre d'interconnexion en ligne est disponible dans la limite de la capacité technique et de la disponibilité des surfaces restantes sur le site considéré à accepter ce raccordement. France Télécom donnera sa réponse sur la faisabilité et le délai de réalisation de l'offre d'interconnexion en ligne au plus tard un mois après la réception de la demande.

La durée minimale de l'offre d'interconnexion en ligne est de deux ans (2 ans).

#### 7.1.2 conditions techniques

L'opérateur apporte son câble jusqu'à l'intérieur du point de connexion (POC) indiqué par France Télécom. Le POC est un site appartenant à France Télécom, maintenu et exploité par France Télécom. Pour l'interconnexion avec un point de livraison pertinent ou un PRO, le POC pourra être, dans la majorité des cas, la chambre de France Télécom située sur le domaine public et la plus proche du bâtiment de France Télécom, mais il pourra aussi être un autre site et notamment, dans certains cas, une chambre spécifiquement créée pour l'interconnexion en ligne.

Le lieu de pénétration du câble de l'opérateur dans le POC est déterminé conjointement par France Télécom et l'opérateur.

L'opérateur dispose du choix entre deux options :

- option 1 : offre dans laquelle la liaison d'interconnexion de l'opérateur est connectée à la liaison d'interconnexion de France Télécom au niveau du POC (POC physique). Cette connexion est réalisée par aboutement des fibres du câble de l'opérateur à des fibres d'un câble de France Télécom reliant le POC au bâtiment de France Télécom. L'allocation de fibres sur le câble de France Télécom et l'aboutement de celles-ci à des fibres du câble de l'opérateur ne seront réalisés que pour les seules fibres suffisant au transport de la liaison d'interconnexion en ligne de l'opérateur (une paire de fibres s'il n'y a pas de sécurisation 1+1 et deux paires de fibres en cas de sécurisation 1+1 [ou en cas de raccordement de 2 POP sur un point de livraison pertinent ou un PRO]).

- option 2 : offre dans laquelle, en accord entre les deux parties, le câble de l'opérateur pourra être prolongé en continu jusqu'aux locaux de France Télécom, le câble étant considéré comme appartenant à France Télécom entre le POC (POC virtuel) et le bâtiment de France Télécom.

L'offre est disponible avec le mode d'interface suivant :

- Architecture SDH point à point avec interface STM1 optique synchrone, conformément à la recommandation IUT G957. Les budgets optiques sont limités aux cas S1 et L1, le choix s'effectuant en accord des deux parties lors de l'ingénierie de la liaison. Dans le cas d'architecture SDH, le démultiplexage en accès à 2 Mbit/s est assuré par France Télécom

Dans tous les cas :

- Le câble optique sera conforme à la recommandation G 652.
- Afin de garantir la compatibilité entre l'équipement de transmission de l'opérateur, situé au point de présence opérateur, avec celui de France Télécom situé au PRO, ou point de livraison pertinent, l'opérateur est invité à utiliser un équipement appartenant à la liste indiquée en annexe VII des équipements compatibles autorisés pour l'offre sur l'ensemble des sites, compte tenu du mode d'interface demandé (liste des équipements SDH pour l'offre SDH). Les caractéristiques de configuration de l'équipement seront précisées lors des échanges techniques bilatéraux.

Un opérateur peut utiliser un équipement de son choix en dehors de cette liste sous réserve d'avoir réalisé en coordination avec France Télécom des tests de compatibilité positifs avec les équipements de France Télécom et de s'engager sur la compatibilité continue de cet équipement avec ceux du réseau de France Télécom.

Les parties s'engagent à configurer et à exploiter les équipements de transmission de façon étanche, sans agir sur l'équipement de l'autre partie.

Une offre d'interconnexion en ligne est spécifique à un opérateur, avec apport par l'opérateur de fibres qui lui sont propres. Cependant, le câble amené par un opérateur dans le POC pourra être partagé par cet opérateur avec d'autres opérateurs et contenir des fibres relatives à l'offre d'interconnexion en ligne de ces tiers opérateurs.

Dans le cas de l'option 1 (POC physique), la liaison d'interconnexion d'un tiers opérateur sera connectée à la liaison d'interconnexion de France Télécom au niveau du POC physique selon des conditions techniques et tarifaires équivalentes à celles mises en œuvre pour la connexion de la liaison d'interconnexion du propriétaire du câble arrivant dans le POC (une paire de fibres s'il n'y a pas de sécurisation 1+1 et deux paires de fibres en cas de sécurisation 1+1).

**Remarque :**

En cas d'accès de l'opérateur par 2 POP, le nombre de fibres amenées par l'opérateur et connectées par France Télécom est alors respectivement de 2 paires de fibres, et de 4 paires de fibres en cas de sécurisation 1+1. Dans le cas où l'opérateur demande une double pénétration par 2 câbles dans le POC, le surcoût correspondant lui sera facturé. Une telle architecture d'interconnexion, avec deux points opérateur de présence interconnectés sur un même site de France Télécom, nécessite pour l'interconnexion en ligne un doublement des équipements transmission d'extrémité de France Télécom et donc un doublement du tarif annuel du service de multiplexage.

Dans le cas de l'option 2 (POC virtuel : prolongation en continu du câble de l'opérateur jusqu'au point de coupure à l'intérieur du bâtiment France Télécom), la liaison d'interconnexion d'un tiers opérateur sera connectée à celle de France Télécom au niveau de ce point de coupure. L'opérateur propriétaire du câble jusqu'au POC (POC virtuel) sera alors le seul responsable vis-à-vis de France Télécom pour la partie de l'offre d'interconnexion en ligne relative au câble, au génie civil et à la pénétration dans une alvéole, notamment pour le paiement des tarifs relatifs à ces éléments, ainsi que pour la localisation des défauts et l'exploitation-maintenance relative au câble de l'opérateur.

En cas de résiliation du service d'interconnexion en ligne, l'opérateur s'engage à démonter les câbles lui appartenant et à quitter les lieux occupés et à les remettre en état dans un délai d'un mois après la date de prise d'effet de la résiliation. En cas de dépassement de ce délai d'un mois, un montant forfaitaire par mois dépassé correspondant à l'abonnement mensuel du volume minimal de BPN en in-span sera facturé jusqu'à la dépose des câbles concernés.

France Télécom pourra accepter sur un PRO/PRV, pour un volume d'au moins 32 BPN d'interconnexion et sous réserve d'une disponibilité de ressources suffisantes pour faire face aux besoins à venir, une double pénétration par deux câbles dans un même POC, ou par un câble dans deux POC distincts, l'opérateur étant alors redevable des coûts supplémentaires correspondant aux cartes complémentaires dans les équipements de transmission qui permettent d'assurer la sécurisation 1+1.

Dans le cas où l'opérateur demande à bénéficier de la sécurisation 1+1, France Télécom communiquera à l'opérateur une liste indicative d'équipements susceptibles d'être utilisés par cet opérateur sur les sites concernés. France Télécom et l'opérateur conviendront d'un commun accord de l'équipement à utiliser, permettant d'assurer la compatibilité de la sécurisation 1+1 entre l'équipement de France Télécom et l'équipement de cet opérateur.

### 7.1.3 tarifs

Le tarif de l'offre d'interconnexion en ligne (In Span) est relatif aux liaisons supportant le trafic de la responsabilité de l'opérateur. Il est composé de deux parties :

- un tarif d'accès à l'offre, différencié selon que la mise en œuvre d'un POC est physique (option 1) ou virtuelle (option 2) et selon qu'il s'agit d'un raccordement sur point de livraison pertinent ou sur PRO ;
- un tarif annuel, différencié selon que la mise en œuvre d'un POC est physique (option 1) ou virtuelle (option 2) et selon qu'il s'agit d'un raccordement sur point de livraison pertinent ou sur PRO.

Dans le cas de l'offre de double pénétration, les tarifs ci-dessous s'appliquent pour chacun des câbles de l'opérateur si les conditions de mise en œuvre sont identiques.

#### 7.1.3.1 tarifs d'accès

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire « Interconnexion en ligne (In Span) ».

#### 7.1.3.2 tarifs annuels

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire « Interconnexion en ligne (In Span) ».

## 7.2 colocalisation

### 7.2.1 description

L'offre de colocalisation est ouverte aux opérateurs tiers interconnectés en mode RTC et en mode IP avec France Télécom.

Un opérateur qui souhaite réaliser lui-même la liaison d'interconnexion (2 Mbit/s) en mode RTC jusqu'au répartiteur 2 Mbit/s du PRO/PRV peut le faire, dans la limite des disponibilités des surfaces restantes sur le site et dans les conditions définies dans la convention d'interconnexion de France Télécom.



Un opérateur qui souhaite réaliser lui-même la liaison d'interconnexion (2 Mbit/s) jusqu'au répartiteur 2 Mbit/s du commutateur d'abonnés peut le faire, dans la limite de la capacité technique du bâtiment où est situé le commutateur cible de la demande de colocalisation ainsi que des disponibilités des surfaces restantes sur le site.

Un opérateur qui souhaite réaliser lui-même la liaison d'interconnexion en mode IP (lien de 1 Gbit/s Ethernet) jusqu'au répartiteur optique (RO) d'un des deux sites physiques du PRN, peut le faire, dans la limite des disponibilités des surfaces restantes sur le site et dans les conditions définies dans la convention d'interconnexion de France Télécom.

France Télécom donnera sa réponse sur la faisabilité et le délai de réalisation de l'offre de colocalisation au plus tard un mois (1 mois) après la réception de la demande de colocalisation. L'opérateur devra préciser le type d'équipement envisagé (fournisseur, dimensions, débits prévus).

Dans les sites où la colocalisation est techniquement possible, compte tenu des contraintes liées à l'accès à ces bâtiments, France Télécom assure, sauf demande contraire de l'opérateur, l'exploitation et la maintenance de premier niveau des équipements qui seront installés dans les salles de transmission de France Télécom.

### 7.2.2 conditions techniques

L'opérateur apporte son câble jusqu'à l'intérieur de la chambre 0, première chambre à l'extérieur du bâtiment de France Télécom. Dans le cas où plusieurs accès sont possibles pour le bâtiment de France Télécom, le lieu précis est déterminé conjointement entre France Télécom et l'opérateur demandeur, en prenant en compte les disponibilités en alvéoles de chaque configuration. Le câble sera introduit dans la chambre 0 par l'opérateur, puis France Télécom le tirera depuis la chambre 0 jusqu'au répartiteur optique et enfin le raccordera sur la tête du câble optique.

Les équipements de transmission colocalisés et les fibres optiques sont spécifiques à un opérateur et propres à une offre de colocalisation avec cet opérateur. Cependant, le câble amené par un opérateur dans la chambre 0 pourra être partagé par cet opérateur avec d'autres opérateurs et contenir entre autres des fibres optiques relatives à l'offre de colocalisation d'autres opérateurs.

Dans ce cas, l'opérateur propriétaire du câble jusqu'à la chambre 0 sera le seul responsable vis à vis de France Télécom pour la partie de l'offre de colocalisation relative au câble, au génie civil et à la pénétration dans une alvéole, notamment pour le paiement des tarifs relatifs à ces éléments, ainsi que pour la localisation des défauts et l'exploitation maintenance relative au câble de l'opérateur. Si pour des raisons de voirie liées aux collectivités locales ou aux instances publiques, France Télécom est amené à déplacer le génie civil et les câbles entre la chambre 0 et le bâtiment France Télécom, les travaux de migration des câbles d'accès en colocalisation des différents opérateurs seront réalisés sous pilotage et coordination France Télécom et seront à la charge des opérateurs concernés.

Les équipements installés doivent respecter les normes techniques fixées par France Télécom dans la convention d'interconnexion. Ces normes font, en général, référence aux spécifications de l'ETSI, tout en tenant compte de la spécificité de l'environnement français. Ces normes couvrent les aspects suivants :

- conformité aux interfaces,
- conformité à l'environnement (climatique, électromagnétique, électrostatique, alimentation par convertisseurs, câblage des masses).

Un emplacement désigné pour les équipements colocalisés pourra être modifié en cas de vente du bâtiment par France Télécom, de fin de bail ou de convention entre les propriétaires du bâtiment et France Télécom, en cas de libération de certaines parties du bâtiment avec réaménagement des locaux, ou en cas de manque d'espace pour les propres besoins de France Télécom.

France Télécom en informera les opérateurs concernés six mois (6 mois) à l'avance. Dans le cas où des opérateurs n'auraient pas réalisé le déplacement de leurs équipements dans ce délai, France Télécom pourra être amené à leur facturer les coûts supplémentaires en résultant pour France Télécom.

La convention d'interconnexion précise les conditions de fourniture de l'énergie par France Télécom, les modalités de maintenance, la documentation et le matériel à fournir par l'opérateur et les prestations complémentaires.

En cas de résiliation du service de colocalisation, chaque partie s'engage à restituer les équipements propriété de l'autre partie, à sa première demande. La partie qui récupère ses équipements s'engage alors à quitter les lieux occupés par elle et à les remettre en état dans un délai d'un mois (1 mois) après la date de prise d'effet de la résiliation. En cas de dépassement de ce délai d'un mois, un montant forfaitaire indiqué dans la convention d'interconnexion (annexe tarifaire) sera facturé jusqu'à la dépose des équipements concernés.

Le débit minimal nécessaire pour bénéficier de l'offre de colocalisation au titre de l'interconnexion en mode RTC, dans un site PRO/PRV est de 34 Mbit/s (soit 16 BPN), le démultiplexage en accès à 2 Mbit/s demeurant à la charge de l'opérateur de réseau.

Dans le cas particuliers des DOM, la limite pour bénéficier de l'offre de colocalisation dans un site PRO/PRV est fixée à 4 BPN.

Le nombre minimal de sessions nécessaire pour bénéficier de l'offre de colocalisation au titre de l'interconnexion en mode IP, dans un des deux sites constitutifs du PRN, est de 62 sessions.

Par ailleurs pour l'interconnexion en mode RTC, lorsqu'un site est à la fois point de livraison de trafic pour l'accès à un commutateur d'abonnés et assure la fonction PRO/PRV, la limite minimale pour bénéficier de l'offre de colocalisation s'applique à la somme des BPN permettant de réaliser la livraison du trafic au PRO/PRV, c'est à dire 16 BPN.

Dans les sites sièges de commutateurs d'abonnés ouverts à l'interconnexion en mode RTC où la colocalisation est techniquement possible, la capacité de raccordement minimale nécessaire pour bénéficier de l'offre de colocalisation est de quatre fois 2 Mbit/s (soit 4 BPN) par site, le démultiplexage en accès à 2 Mbit/s demeurant à la charge de l'opérateur de réseau.

France Télécom pourra accepter sur PRO/PRV, pour un volume d'au moins 32 BPN d'interconnexion et sous réserve d'une disponibilité de ressources suffisantes pour faire face aux besoins à venir, une double pénétration par deux câbles dans une même chambre 0 ou par un câble dans deux chambres 0 distinctes.

Les emplacements fournis dans le cas de l'offre d'interconnexion sont ceux strictement nécessaires pour répondre au besoin d'interconnexion avec France Télécom. Un emplacement de colocalisation peut accepter jusqu'à 315 BPN ou équivalent LPT. Tout emplacement commandé par l'opérateur sans que les emplacements existants ne soient pleinement utilisés (moins de 315 BPN) est un emplacement non strictement nécessaire au titre de l'interconnexion avec France Télécom et fera l'objet d'une offre spécifique.

### 7.2.3 tarifs

Le tarif de la colocalisation est composé de deux parties :

- un tarif d'accès à l'offre de colocalisation,
- un tarif annuel.

Dans le cas de l'offre de double pénétration, les tarifs ci-dessous s'appliquent pour chacun des câbles de l'opérateur si les conditions de mise en œuvre sont identiques.

#### 7.2.3.1 tarifs d'accès

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire « Colocalisation ».

#### 7.2.3.2 tarifs annuels

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire « Colocalisation ».

## 8 prestations de liaisons de raccordement au titre de l'interconnexion en mode RTC

### 8.1 description

Pour tout point de présence de l'opérateur, France Télécom propose une offre de liaison de raccordement sécurisée sur chaque commutateur d'abonnés ouvert à l'interconnexion qui appartient à la même zone de transit que le point de présence. Cette offre permet à l'opérateur de transmettre son trafic d'interconnexion depuis ce point de présence vers chacun des commutateurs d'abonnés de France Télécom.

Pour tout point de présence de l'opérateur, France Télécom propose une offre de liaison de raccordement sécurisée sur PRO ou PRV qui permet à l'opérateur de transmettre son trafic d'interconnexion entre ce point de présence et le PRO ou PRV le plus proche, ou un PRO ou PRV défini en accord bilatéral, appartenant à la même zone de transit que le point de présence. Cette offre peut être utilisée pour relier le point de présence de l'opérateur à deux PRO de la ZT tels que définis ci-dessus.

### 8.2 conditions techniques

La liaison de raccordement, qu'elle soit sur commutateurs d'abonnés ou sur PRO ou PRV, est composée d'un ensemble de liens à 2Mbit/s. L'interface physique délivrée chez l'opérateur est l'interface G.703/G704 à 2 Mbit/s.

La qualité de service sur la liaison de raccordement est la même que celle sur le réseau de France Télécom, notamment en termes de qualité de transmission (conformité avec la recommandation G826).

Un guichet d'accueil et de traitement des signalisations est disponible en heures ouvrées et non ouvrées. Les procédures d'alerte, de signalisation, de localisation des défauts et d'intervention sont définies dans le cadre de relations bilatérales.

Le délai de rétablissement maximum est, dans le cas où le défaut est effectivement imputable à France Télécom, de 10 heures ouvrables après l'enregistrement de la signalisation, sauf en cas de force majeure.

Le délai de rétablissement est suspendu si le client n'est ni présent ni représenté dans le local où se situe le point de terminaison.

De même, l'existence de contraintes géographiques particulières ou la nécessité de mettre en œuvre des moyens spéciaux suspendent le délai de rétablissement :

- accès réglementé (route, local technique, ...), interdiction de passage, transport aérien, maritime ou fluvial (hélicoptage, utilisation de bateaux, ...),
- obstacles naturels à traverser ou à contourner (glissement de terrain, route enneigée ou inondée, ...),
- configurations architecturales spéciales non accessibles par les moyens de France Télécom (clocher, phare, colonne Morris, ...).

En cas d'impossibilité de respecter le délai de rétablissement, France Télécom avise le client de la nature et de la durée prévisible de la panne.

Un contrat de liaison de raccordement s'étend sur une durée minimale d'un an. Dans l'hypothèse où une liaison de raccordement sur commutateur d'abonnés commandée depuis moins d'un an devrait être résiliée pour cause de fermeture du commutateur d'abonnés auquel aboutit la liaison de raccordement, et où la fermeture n'a pas été annoncée par France Télécom lors de la signature du contrat, l'opérateur pourra résilier son contrat avant expiration de la période d'un an.

### 8.3 tarifs des prestations de liaisons de raccordement

Le tarif d'une prestation de liaison de raccordement est composé de deux parties :

- un tarif forfaitaire d'accès à l'offre de liaisons de raccordement,
- un tarif annuel, fonction de la distance à vol d'oiseau entre le site de l'opérateur et le point d'interconnexion sur le réseau de France Télécom.

La tarification tient compte du nombre de liens à 2 Mbit/s commandés par l'opérateur dans une même ZT, au départ d'un même site POP de l'opérateur.

La tarification couvre la fourniture, l'installation et la maintenance des équipements nécessaires sur le site de l'opérateur, les moyens de transmission de ce site jusqu'au centre de France Télécom où se situe le commutateur d'abonnés ou le PRO ou PRV (répartiteur 2Mbit/s).

#### 8.3.1 frais d'accès

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire « Liaison de Raccordement en mode RTC ».

#### 8.3.2 tarif annuel des liaisons intra-ZT d'interconnexion commutée à un commutateur de raccordement d'abonnés

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire « Liaison de Raccordement en mode RTC ».

#### 8.3.3 tarif annuel des liaisons intra-ZT d'interconnexion commutée vers le PRO le plus proche ou un PRO défini en accord bilatéral

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire « Liaison de Raccordement en mode RTC ».

#### 8.3.4 tarif annuel des liaisons intra-ZT d'interconnexion commutée vers le PRV

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire « Liaison de Raccordement en mode RTC ».

#### 8.3.5 réduction en fonction du nombre de liens

La réduction s'applique par tranches au-delà du douzième lien d'interconnexion à 2 Mbit/s commandé par l'opérateur dans une même ZT au départ d'un même site POP de l'opérateur (liens issus d'un même site POP de l'opérateur à destination des différents sites CA, PRO ou PRV, PRO\*\* ou PRV d'une même ZT où l'opérateur est interconnecté).

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire « LR ».

## 9 prestations de liens de raccordement au titre de l'interconnexion en mode IP

### 9.1 description

Dans le cadre d'une commande de sessions au titre de l'interconnexion en mode IP, France Télécom propose une offre de lien de raccordement entre un point de raccordement de France Télécom (un des deux sites constitutif d'un PRN) et un équipement de la société, soit colocalisé chez France Télécom, soit localisé dans un site distant, à savoir le POP de l'opérateur.

Cette offre de raccordement peut être soit sur site France Télécom soit sur un site distant, à savoir le POP de l'opérateur.

Elle permet à l'opérateur de transporter son trafic d'interconnexion entre son équipement en colocalisation jusqu'au point de raccordement de France Télécom (offre sur site France Télécom) ou depuis son POP jusqu'au point de raccordement de France Télécom (offre sur site distant).

L'opérateur doit disposer au minimum d'un lien de raccordement sur chacun des deux sites ou points de raccordement constituant le point d'interconnexion pertinent (le PRN). Les points de raccordement sont choisis par l'opérateur dans la liste fournie en annexe 5 de la présente offre. Le choix d'un premier raccordement sur un PRN donné entraîne obligatoirement le raccordement de l'opérateur sur le deuxième site ou point de raccordement du PRN.

### 9.2 conditions techniques

Chaque lien de raccordement, est composé de deux fibres mono-mode d'une capacité de 1 Gbit/s Ethernet. L'interface physique délivrée chez l'opérateur est une interface Giga Ethernet 1000 Base LX full duplex pour une distance entre le POP de l'opérateur et le point de raccordement de France Télécom de moins de 10km et Giga Ethernet 1000 Base ZX full duplex pour une distance comprise entre 10 et 70 km.

Le câble utilisé pour relier l'interface de service de France Télécom à l'équipement de l'opérateur sera conforme aux standards de l'UIT - G 952, définissant les caractéristiques des supports agréés pour le transport des signaux délivrés sur l'interface de service.

Un guichet d'accueil et de traitement des signalisations est disponible en heures ouvrées et non ouvrées. Les procédures d'alerte, de signalisation, de localisation des défauts et d'intervention sont définies dans le cadre de relations bilatérales.

Du fait de l'ingénierie sécurisée pour le raccordement de l'opérateur à un PRN, les deux liens de raccordement sur les deux points de raccordement du PRN fonctionnent en sécurisation l'un pour l'autre et ne permettent à eux deux qu'un débit utile de 1 Gbit/s de trafic alors que les deux liens de raccordement représentent en terme de capacité de transport un débit total théorique de 2 Gbits/s.

Un contrat de lien de raccordement s'étend sur une durée minimale d'un an. Dans l'hypothèse où un lien de raccordement commandé sur le point de raccordement depuis moins d'un an devrait être résilié pour cause de fermeture du point de raccordement auquel aboutit le lien de raccordement, et où la fermeture n'a pas été annoncée par France Télécom lors de la signature du contrat, l'opérateur pourra résilier son contrat avant expiration de la période d'un an.

### 9.3 tarifs des prestations des liens de raccordement

Le tarif d'une prestation de lien de raccordement est composé de deux parties :

- un tarif forfaitaire d'accès à l'offre correspondant à la mise en service du lien de raccordement,
- un tarif récurrent mensuel. Ce tarif d'abonnement mensuel est différent selon que le lien de raccordement est livré sur site France Télécom ou livré sur le site distant de l'opérateur. Dans ce dernier cas (où le lien est sur le site distant de l'opérateur), l'abonnement mensuel est fonction de la distance à vol d'oiseau entre le site de l'opérateur et le point de raccordement de France Télécom.

Dans le cas de la livraison du lien de raccordement sur site distant de l'opérateur, la tarification couvre la fourniture, l'installation et la maintenance de la paire de fibres optiques nécessaire au raccordement du site de l'opérateur, les moyens de transmission de ce site jusqu'au centre de France Télécom où se situe le point de raccordement.

#### 9.3.1 frais d'accès

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire « Liens de Raccordement en mode IP ».

#### 9.3.2 tarifs récurrents

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire « Liens de Raccordement en mode IP ».

## 10 interfaces d'interconnexion

### 10.1 description du protocole de signalisation utilisable pour l'interconnexion en mode RTC

#### 10.1.1 signalisation par canal sémaphore CCITT n°7

Les protocoles de signalisation utilisables à l'interface entre le réseau téléphonique commuté public et des réseaux tiers sont du type « **signalisation par canal sémaphore CCITT n°7** ».

Il s'agit :

- des protocoles compatibles avec la **Signalisation Pour l'Interconnexion des Réseaux Ouverts** (SPIROU) élaborée par l'ARCEP. La mise en place par France Télécom d'un tel protocole est décrite en annexe A8b sous le nom de **SSURF**.

Le SSURF est disponible sur les PRO/PRV et PRO\*\*/PRV et sur tous les commutateurs d'abonnés de troisième génération.

- du **SSUTR2**, protocole non normalisé, décrit par le document V11T joint en annexe A8a.

Ce protocole n'évolue plus. Il est disponible aussi bien pour l'offre de trafic terminal que pour les offres accessibles à partir des PRO/PRV.

L'ouverture de nouveaux services à l'interface d'interconnexion utilisant le SSUTR2 n'est possible que dans la limite des capacités de la signalisation SSUTR2 utilisée par France Télécom.

Ce protocole est appelé à ne plus être utilisé par France Télécom et ne sera pas disponible sur les nouveaux équipements d'interfaces qui seront installés dans les prochaines années.

Ces protocoles permettent dans tous les cas la disponibilité des fonctions de base liées à la portabilité, à la sélection du transporteur appel par appel et à la présélection.

Le raccordement de commutateurs de type NAS est possible, sous réserve de la réalisation de tests d'interconnexion et sous la responsabilité de l'opérateur tiers.

Sur les commutateurs d'abonnés de deuxième génération MT25 où le SSURF n'est pas disponible, le raccordement s'effectue en signalisation SSUTR2 ou dans une signalisation qui est un sous-ensemble du SSURF, compatible avec SPIROU et permettant l'interfonctionnement de ces commutateurs avec les NAS.

#### 10.1.2 mode d'interconnexion en signalisation n°7

France Télécom propose l'interconnexion en signalisation n°7 à son réseau soit en mode associé, soit en mode quasi-associé, au choix de l'opérateur sous réserve des conditions et dispositions exposées ci-dessous.

Dans le cas du raccordement en mode quasi-associé, les commutateurs de l'opérateur se raccordent alors aux commutateurs de France Télécom via le Réseau Sémaphore d'Interconnexion (RSI).

Le RSI, constitué de PTSIx fournis et exploités par France Télécom, permet l'accès à l'ensemble des commutateurs de France Télécom.

L'accès aux PTSIx est réalisé via deux PRO/PRV localisés, pour la province, dans deux ZT distinctes.

Deux configurations de raccordement sont proposées :

- raccordement d'un couple de PTS de l'opérateur à un couple de PTSIx désignés par France Télécom :
  - o chaque PTS de l'opérateur est raccordé par un faisceau de 2 canaux sémaphores (au minimum) à chaque PTSIx du couple de PTSIx désignés par France Télécom ;
- raccordement d'un PS de l'opérateur à un couple de PTSIx désignés par France Télécom :
  - o Le PS de l'opérateur est raccordé par un faisceau de 2 canaux sémaphores, au minimum, à chaque PTSIx du couple de PTSIx désigné par France Télécom.

France Télécom peut procéder à un réaménagement des PTSIx ou conduire une politique de réduction du nombre de ces PTSIx.

France Télécom informera l'opérateur 6 mois à l'avance des réaménagements de PTSIx et des suppressions de PTSIx.

Les conditions d'interconnexion respectent les principes énoncés dans le document « Interconnexion en mode quasi-associé » élaboré par le groupe « Interconnexion » mis en place par l'ARCEP.

Les raccordements dans les DOM resteront en mode associé.

## 10.2 description du protocole utilisable pour l'interconnexion en mode IP

Le protocole utilisable pour l'interconnexion en mode IP est le SIP (*Session Initiation Protocol*) compatible avec toute implémentation conforme aux recommandations de la FFT (Fédération Française des Télécommunications) publiées sur son site internet ([www.fftelecoms.org](http://www.fftelecoms.org)).

La mise en œuvre par France Télécom d'un tel protocole est décrite en annexe de la convention d'interconnexion.

Les points de service de l'interconnexion IP pourront être modifiés, France Télécom ayant préalablement informé l'opérateur quatre mois (4 mois) à l'avance.

L'interface technique protocolaire dénommée SIP (*Session Initiation Protocol*) pourra être modifiée notamment pour prendre en compte les évolutions des travaux de la Fédération Française des Télécommunications (FFT). France Télécom informera les opérateurs six mois (6 mois) à l'avance de ces évolutions.

## 10.3 conditions techniques pour assurer la qualité de service

### 10.3.1 qualité de bout en bout

La convention d'interconnexion précisera, pour garantir la qualité de bout en bout du service téléphonique de base, les spécifications à respecter en ce qui concerne la répartition des allocations de dégradation de qualité vocale entre les réseaux.

Elle précisera également les paramètres de temps d'établissement d'appel, de retard de bout-en-bout, de dégradation due au codage, d'atténuation du signal de parole, de niveau de bruit, de retard et d'atténuation d'écho, ainsi que de variation de ces paramètres dans le temps.

### 10.3.2 qualité numérique

Pour la modalité d'interconnexion en mode RTC, conformément aux principes d'allocation indiqués dans les recommandations G821 et G826 de l'*International Telecommunication Union* la qualité de transmission des réseaux tiers, exprimée en terme de SAE (*Secondes Avec Erreurs*) et SGE (*Secondes Gravement Erronées*), devra respecter des niveaux de qualité qui sont précisés dans la convention d'interconnexion.

Pour la modalité d'interconnexion IP, les paramètres de qualité devront être conformes aux principes indiqués dans les recommandations Y1540 et Y1541 de l'*International Telecommunication Union*.



### 10.3.3 qualité d'écoulement du trafic

Dans le cas de l'interconnexion **directe**, France Télécom s'engage à assurer sur le réseau téléphonique commuté public :

- un taux d'échecs dus au réseau qui ne dépasse pas 0,7% en moyenne annuelle nationale, par opérateur,
- et un taux d'efficacité des appels minimal de 65%, mesuré en moyenne nationale sur une période de trois mois glissants.

Dans le cas de l'interconnexion **indirecte**, l'opérateur responsable de la communication aura pour objectif un taux d'efficacité des appels minimal de 65%, mesuré en moyenne nationale sur une période de trois mois glissants. Ces dispositions et leurs conditions de mise en œuvre relèvent des conventions d'interconnexion.

L'offre d'interconnexion de France Télécom, présentée dans cette offre, correspond à un contexte d'utilisation traditionnelle des réseaux, qui se caractérise par :

- une durée moyenne des communications de l'ordre de 170 secondes,
- un taux d'inefficacité des appels inférieur à 35%, mesuré en moyenne nationale sur une période de trois mois glissants,
- une variance limitée du trafic offert aux commutateurs ou aux points de service pour l'interconnexion en mode IP.

Dans l'hypothèse où le réseau interconnecté engendrerait des flux d'appels dont les caractéristiques s'éloigneraient significativement de celles mentionnées ci-dessus, France Télécom serait alors conduite à proposer une révision des conditions techniques et tarifaires d'interconnexion avec ce réseau.

Au cas où une source de trafic interconnecté serait susceptible, temporairement, de perturber l'écoulement du trafic dans son réseau, France Télécom pourra être contraint de mettre en œuvre les mesures de régulation de trafic classiques (espacement d'appels, ...) tant pour la modalité d'interconnexion RTC que pour la modalité d'interconnexion IP, pour limiter son effet sur la qualité du service offert tant à ses clients qu'à ceux des opérateurs interconnectés.

## 10.4 tarifs de l'interconnexion en mode quasi-associé

La tarification du raccordement au RSI, propre à chaque opérateur, se compose de deux parties :

- l'une correspond aux coûts de raccordement d'un PS (ou PTS) de l'opérateur aux PTSIx,
- l'autre, annuelle, correspond au coût d'un canal de signalisation de raccordement au PTSIx.

### 10.4.1 tarif de raccordement (intégration) d'un PS (ou PTS) de l'opérateur aux PTSIx

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire « Mode quasi associé ».

### 10.4.2 tarif annuel par canal

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire « Mode quasi associé ».

## 11 conservation des numéros

### 11.1 conditions de mise en œuvre

La portabilité des numéros fixes permet aux clients de France Télécom comme à ceux des opérateurs alternatifs, de conserver leur numéro en cas de changement d'opérateur.

La portabilité est relative aux numéros fixes de communications interpersonnelles de la forme 0ZABPQMCDU ou Z est un chiffre compris entre 1 et 5 ou égal à 9, et aux numéros fixes des Services à Valeur Ajoutée (SVA) de la forme 08ABPQMCDU et où A est différent de 5, 6 ou 7.

La portabilité est qualifiée de classique, lorsque l'opérateur attributaire est soit l'opérateur cédant soit l'opérateur preneur, ou subséquente lorsque l'opérateur attributaire n'est ni l'opérateur cédant ni l'opérateur preneur.

L'opérateur attributaire est l'opérateur fixe auquel a été attribué le numéro fixe, objet de la demande de portabilité, conformément aux décisions de l'ARCEP relatives au plan national de numérotation.

#### 11.1.1 ouverture des préfixes de routage

Préalablement à toute mise en œuvre de la portabilité du numéro pour un client final, l'opérateur preneur du numéro porté devra avoir demandé l'ouverture à l'opérateur attributaire (opérateur fixe auquel a été attribué le numéro fixe objet de la demande de portabilité) des préfixes de routage des appels à destination des numéros portés afin que l'opérateur attributaire puisse créer les acheminements correspondants dans son réseau.

Pour cela l'opérateur preneur indique à l'opérateur attributaire pour chaque préfixe de routage des appels portés, le (ou les) point(s) de livraison et la (ou les) zone(s) arrières correspondante(s). Le délai de mise en œuvre de cet acheminement dans le réseau de la partie cédante est de deux mois (2 mois) à partir de la date de réception de la déclaration de la partie prenante d'ouvrir un commutateur à la portabilité.

#### 11.1.2 mandat du client

Préalablement à toute demande de portabilité classique ou subséquente, France Télécom comme tout opérateur, lorsqu'elle agit en tant qu'opérateur preneur doit avoir été dûment mandatée par le client final titulaire du contrat d'abonnement, au service téléphonique pour une ligne simple ou pour un groupement de lignes, au RNIS, à un service de type SVA, relatif au(x) numéro(s) objet de la demande de portabilité, pour effectuer en son nom et pour son compte les démarches utiles auprès des opérateurs cédants et/ou attributaires des numéros, nécessaires à la mise en œuvre de la portabilité.

L'opérateur preneur ne pourra donc transmettre aux opérateurs cédants et/ou attributaires que les demandes de portabilité pour lesquelles il a obtenu un mandat valide auprès du titulaire du ou des contrats d'abonnement concernés.

France Télécom met à disposition des opérateurs des informations relatives aux numéros fixes de communications interpersonnelles portés dont France Télécom est attributaire. Ces informations sont accessibles via la plate-forme Web Opérateurs.

Les conditions notamment techniques dans lesquelles France Télécom met à disposition ces informations sont définies contractuellement.

## 11.2 tarifs

### 11.2.1 considérations générales

La tarification relative à la conservation des numéros se compose :

- du tarif du traitement de la demande de portabilité d'un numéro ou d'une séquence de numéros consécutifs. En application de la décision 11-1470, seules les prestations optionnelles suivantes font l'objet d'une tarification relative à la demande de portabilité des numéros :
  - la prestation de « fiabilisation » de la séquence de numéros consécutifs. Cet acte, préalable au portage des numéros consiste en l'identification de l'intégralité des numéros rattachés à une tête de ligne dont la conservation est demandée par l'opérateur receveur ;
  - l'appel téléphonique de « synchronisation » de l'activation de la portabilité des numéros le jour du portage effectif des numéros.
- du tarif de la traduction du numéro qui est facturé à l'opérateur qui livre à France Télécom un appel non préfixé vers un numéro fixe ou mobile porté,
- du tarif du transfert des communications, facturé à l'opérateur qui livre un appel à France Télécom, dans le cas où l'appel est issu d'un abonné d'un autre opérateur que France Télécom ou dans celui où il est acheminé par un autre opérateur que France Télécom (dans le cas contraire, c'est-à-dire d'un appel issu d'un abonné de France Télécom et acheminé par France Télécom, le coût correspondant n'est pas facturé).

La mise en œuvre des acheminements spécifiques à la portabilité nécessaires lors de la première demande de transfert d'un numéro porté vers chaque commutateur de destination du réseau de l'opérateur se fera gratuitement, au niveau national, dans un délai de deux mois à compter de la réception d'une demande complète de l'opérateur.

La terminaison des appels sur le réseau de l'opérateur tiers fera l'objet d'une rémunération par France Télécom de cet opérateur, dans les mêmes conditions que celles prévues pour les appels à destination d'un numéro non porté.

Il se rajoutera à ces coûts la quote-part pour les numéros transférés de la redevance annuelle d'utilisation des numéros, si le nombre de numéros transférés est significatif.

### 11.2.2 traitement de la demande de transfert d'un numéro ou d'une tranche de numéros consécutifs

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire « conservation des numéros ».

### 11.2.3 traduction du numéro porté

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire « conservation des numéros ».

#### 11.2.4 transfert des communications faisant appel à la portabilité des numéros

Il sera facturé dans l'un ou l'autre des deux cas décrits ci-après, où l'appel est livré à France Télécom par un autre opérateur.

Dans le cas où l'appel est livré à France Télécom par un autre opérateur, soit parce qu'il est issu d'un abonné à une boucle locale n'appartenant pas à France Télécom, soit parce qu'il est acheminé par un opérateur transporteur autre, France Télécom facturera à cet opérateur, à la place des tarifs d'interconnexion commutée :

- l'acheminement dans le réseau de France Télécom jusqu'à l'opérateur de boucle locale vers lequel le numéro a été porté,
- augmenté du montant de la terminaison d'appel et des autres charges éventuelles (BPN, LR...) sur la boucle locale vers laquelle le numéro a été porté.

Tarifs disponibles dans la fiche tarifaire «conservation des numéros».

## 12 planification et programmation des interconnexions

Afin de procéder à une planification optimisée des ressources nécessaires à la mise en œuvre des interconnexions, et dans le but de garantir une bonne adéquation des dimensionnements du réseau aux trafics d'interconnexion, les parties mettent en œuvre les modalités de planification, de programmation et de réalisation des interconnexions définies dans les conventions d'interconnexion qui sont passées entre France Télécom et l'opérateur de réseau qui s'interconnecte au réseau de France Télécom. France Télécom s'appuie notamment sur les prévisions des besoins en BPN pour l'interconnexion en mode RTC et sur les prévisions du nombre de sessions pour l'interconnexion en mode IP, prévisions qui lui sont transmises par les opérateurs, dans leurs schémas directeurs.

Les opérateurs et France Télécom définissent d'un commun accord dans les conventions d'interconnexion les modalités d'échanges d'information sur une base réciproque et équilibrée.

Lors du dépôt par un opérateur d'une commande sur un site d'interconnexion, France Télécom, avant la réalisation complète de l'étude de faisabilité, informe l'opérateur dans un délai de quinze jours (15 jours) en cas d'existence de difficultés importantes connues de mise en œuvre sur ce site d'interconnexion. Cette première information ne saurait préjuger les résultats complets de l'étude de faisabilité. France Télécom propose aux opérateurs ayant déjà signé la convention d'interconnexion un avenant permettant de bénéficier de cette disposition.

Dans le cadre défini dans les conventions d'interconnexion, France Télécom réalise, si l'opérateur le souhaite, hors commandes massives et sous réserve de disponibilités de ressources :

### 12.1 pour l'interconnexion en mode RTC

- les extensions de capacité d'une interconnexion existante (mêmes commutateurs d'extrémité, même mode de raccordement et même point de raccordement sur le réseau France Télécom) sur CAA dans un délai maximal de quatre mois (4 mois), dans la limite d'une commande par semestre par opérateur et pour chaque site,
- les extensions de capacité d'une interconnexion existante sur PRO/PRV, PRO\*\*/PRV (mêmes commutateurs d'extrémité, même mode de raccordement et même point de raccordement sur le réseau France Télécom) dans un délai maximal de 3,5 mois,
- Les autres commandes sur CAA (création d'un nouveau raccordement, changement de mode de raccordement, modifications de l'architecture à l'interface, autres extensions...) dans un délai maximal de cinq mois (5 mois),
- Les autres commandes sur PRO/PRV, PRO\*\*/PRV (création d'un nouveau raccordement, changement de mode de raccordement, modifications de l'architecture à l'interface,...) dans un délai maximal de 4,5 mois.

Les délais indiqués ci-dessus doivent être augmentés de un mois (1 mois) pour les DOM.

Les délais de réalisation sont définis à partir de la commande ferme d'un opérateur, et dans la mesure où l'opérateur accepte le planning de séquençement des opérations proposé par France Télécom. Dans le cas d'une commande de liaison de raccordement, le délai sera considéré après la mise à disposition de France Télécom par l'opérateur d'un emplacement dans ses locaux avec l'infrastructure nécessaire, et dans le cas d'une création de colocalisation, le délai sera considéré après la visite du site France Télécom.

Ces délais s'entendent hors retard qui serait dû aux opérateurs par le non-respect de jalons intermédiaires définis dans le planning de séquençement des opérations, et notamment dans le cas d'impossibilité d'aboutir à des tests d'interconnexion positifs.

## 12.2 pour l'interconnexion en mode IP

Dans le cadre défini dans les conventions d'interconnexion, France Télécom réalise, si l'opérateur le souhaite, hors commandes massives et sous réserve de la disponibilité des ressources :

- Les extensions de capacité d'une interconnexion existante (mêmes points de services, sans création de nouveaux raccordements) dans un délai maximal **de quatre mois (4 mois)**,
- Les autres commandes sur le point d'interconnexion pertinent (PRN) (création d'un nouveau raccordement, changement de mode de raccordement, modifications de l'architecture à l'interface, autres extensions...) dans un délai maximal de six mois (6 mois).

La planification, les prévisions et les commandes du nombre de sessions réalisées par l'opérateur tiers sont décrites dans la convention d'interconnexion ainsi que les pénalités associées.

## 13 indicateurs de qualité de service

France Télécom assure le suivi et la publication régulière d'indicateurs permettant de mesurer la qualité de service des prestations fournies par France Télécom dans le cadre de son offre de référence d'interconnexion. Ces mesures seront effectuées pour les prestations de l'offre de référence précisées ci-dessous. Elles sont effectuées globalement par prestation et pour tous les opérateurs confondus.

Les indicateurs de qualité de service suivis pour l'interconnexion en mode RTC sont :

- Taux de respect de dates convenues de production de BPN (engagements de délais de production pris en accord avec les opérateurs). Le taux de respect des dates de mise en service convenues pour la production d'un BPN est mesuré quel que soit le support (colocalisation, liaison de raccordement, in span) ou le type de BPN, pour la métropole et les DOM et pour l'ensemble des opérateurs.
- Délai global de mise en œuvre de la présélection pour les lignes simples et des lignes appartenant à un groupement qui comprend le délai d'activation et d'information de l'opérateur. Ce délai débute le premier jour ouvré qui suit la réception du fichier de demandes contenant la ligne concernée et prend fin le jour de l'envoi du fichier de compte rendu relatif à la ligne concernée à l'opérateur.

En l'absence de toute surcharge des systèmes mis en jeu dans la mise en œuvre de la présélection, et pour une demande valide :

- le délai moyen d'activation de la présélection est de trois jours ouvrés pour une ligne simple ou de cinq jours ouvrés pour une ligne appartenant à un groupement,
  - le délai moyen d'information de l'opérateur tiers (remontée du compte rendu de traitement) est, dans les deux cas, de trois jours ouvrés supplémentaires.
- Taux d'échec réseau : les appels considérés en échec réseau sont ceux qui échouent dans le réseau pour cause d'encombrement, faute de signalisation, faute de commutation, faute de transmission, indisponibilités.
- Le taux d'échec réseau est obtenu en rapportant le nombre d'appels observés en échec réseau au nombre total d'appels observés, après retrait des appels liés à d'éventuels flux pour lesquels France Télécom a été contraint de prendre des mesures de régulation, liées à des actions de gestion du réseau pour la sauvegarde du trafic (cela peut concerner les appels vers les jeux de certains médias notamment), des appels qui échouent dans un autre réseau que celui de France Télécom, soit à l'étranger, soit en France, en aval du réseau de France Télécom et des appels à mauvaise numérotation.

Dans le cas de l'interconnexion directe, France Télécom s'engage sur un taux d'échecs dus au réseau qui ne dépasse pas 0,7% en moyenne annuelle nationale pour l'ensemble des opérateurs.

Les indicateurs de qualité de service pour l'interconnexion en mode IP sont :

- Taux d'efficacité réseau (ou taux d'échec réseau) : le taux d'efficacité réseau (NER : *Network Effectiveness Rate*) est défini dans la recommandation UIT-T E425.
- Le taux d'échec réseau (TER) est le suivant :  $TER = 1 - NER$ .

Sont en échec réseau, les appels qui échouent du fait d'encombrement, faute de signalisation, faute dans l'équipement de traitement des appels, faute de transmission et d'indisponibilités. Ne sont pas comptabilisés en échec réseau les échecs réseau causés par des actions des abonnés.

Le TER est obtenu en prenant le nombre d'appels en échec réseau divisé par le nombre d'appels à destination des boucles locales IP de France Télécom présentés sur la période.

Dans le cas de l'interconnexion directe, France Télécom s'engage sur un taux d'échecs dus au réseau qui ne dépasse pas 0,7% en moyenne annuelle nationale pour l'ensemble des opérateurs.

Pour des raisons techniques, la qualité des télécopies ne peut être garantie (télécopie supportée sur Codec G711). Ce type de flux n'est pas pris en compte dans les engagements de qualité de service pour l'interconnexion en mode IP. De plus les engagements de qualité de service ne prennent pas en compte les échecs dus au dimensionnement des ressources de la responsabilité de l'opérateur tiers.